

VILLE DE SÈVRES



Rapport financier 2016

Présentation de M. Vincent DECOUX

**Adjoint délégué aux Finances, à la Commande
publique, à la Déontologie, aux Fêtes et cérémonies**

Conseil Municipal du 30 juin 2017

SOMMAIRE

AVANT PROPOS	p.3
--------------	-----

❶ PRESENTATION DES MASSES BUDGETAIRES DU BUDGET PRINCIPAL

• Les grands équilibres du Compte Administratif 2016	p.8
• Présentation globale	p.9
• Section d'investissement	p.11
• Section de fonctionnement	p.12
• Excédent 2016	p.13
• Les taux de réalisation du budget principal	p.15
○ Section d'investissement	p.16
○ Section de fonctionnement	p.18
• Ratios légaux de la Ville de Sèvres	p.25

❷ ANALYSE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016

2.1. Structure de la dette communale	
• Encours de la dette au 31 décembre 2016	p.27
• Coût et évolution de la dette	p.28
2.2. Fiscalité	
• Fiscalité 2016	p.33
2.3. Les relations financières entre la Ville et ses partenaires	
• Garanties d'emprunts	p.35
2.4. Quelques éléments du Compte de Gestion du Trésorier	
• Compte de résultat 2016	p.38
• Bilan 2016	p.39



AVANT - PROPOS

Malgré un contexte général défavorable aux collectivités locales, le compte administratif 2016 de la collectivité témoigne de sa bonne santé financière, soulignée par la stabilité de ses ratios de solvabilité. L'endettement a diminué et reste très mesuré, sans que le rythme des dépenses d'investissement ne soit interrompu, dans l'objectif de toujours améliorer la vie quotidienne des Sévriens.

Ainsi la gestion de l'exercice 2016 dégage un excédent net libre d'affectation de 2 539 682,85 € contre 54 267,10 € en 2015.

Les résultats du Compte Administratif 2016 sont les suivants :

Les **dépenses réelles de fonctionnement** atteignent en 2016 un montant de 35 736 771 € contre 28 959 699 € en 2015.

Hors Fonds de Compensation des Charges Transférées (F.C.C.T.), le volume global des dépenses réelles de fonctionnement a diminué de 1,96% par rapport aux réalisations de l'exercice 2015 ce qui se traduit par une baisse significative des dépenses réelles de 568 052 €.

La diminution du volume des dépenses réelles de fonctionnement est essentiellement due à la baisse importante des charges à caractère général (-9,42%) et dans une moindre mesure aux charges financières (-11,29%). On assiste également pour la deuxième année consécutive à une quasi stabilisation des charges de personnel (+0,17% contre +0,07 % en 2015).

Les **recettes réelles de fonctionnement** (y compris le résultat reporté) atteignent en 2016 un montant de 40 681 914 € contre 34 283 184 € en 2015, soit une augmentation des recettes de 18,66% par rapport à 2015. Cette évolution favorable est liée à la création de la Métropole du Grand qui fait désormais transiter la part salaires de la DGF dans le budget de la commune avant son reversement à l'EPT GPSO.

L'épargne brute, qui mesure l'autofinancement dégagé en section de fonctionnement après prise en charge des intérêts de la dette, s'établit en 2016 à 4 945 142 € contre 5 323 485 € en 2015. Cette baisse de l'épargne de la ville, malgré les économies conséquentes engagées, manifeste le rythme élevé du désengagement de l'Etat (baisse de la D.G.F. : -19,57% concomitante à une hausse des péréquations : +29,04%).

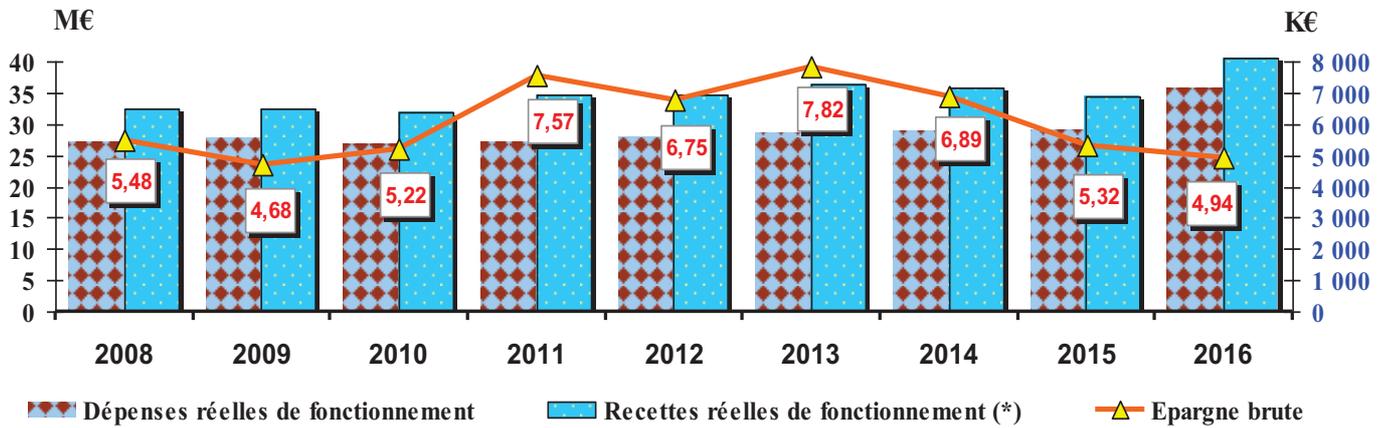
Après prise en compte du remboursement de l'annuité en capital de la dette (1 753 197 €), le montant de **l'épargne nette** atteint 3 191 945 € contre 3 534 085 € en 2015, son niveau le plus bas depuis 2009.

Le taux d'épargne brute, qui rapporte l'épargne brute aux recettes réelles de la section de fonctionnement, permet d'effectuer des comparaisons d'une collectivité à l'autre. L'expérience démontre qu'un seuil critique se situe autour de 10%. Après retraitement des flux avec la MGP, pour Sèvres, il s'établit en 2016 à 13,11%.

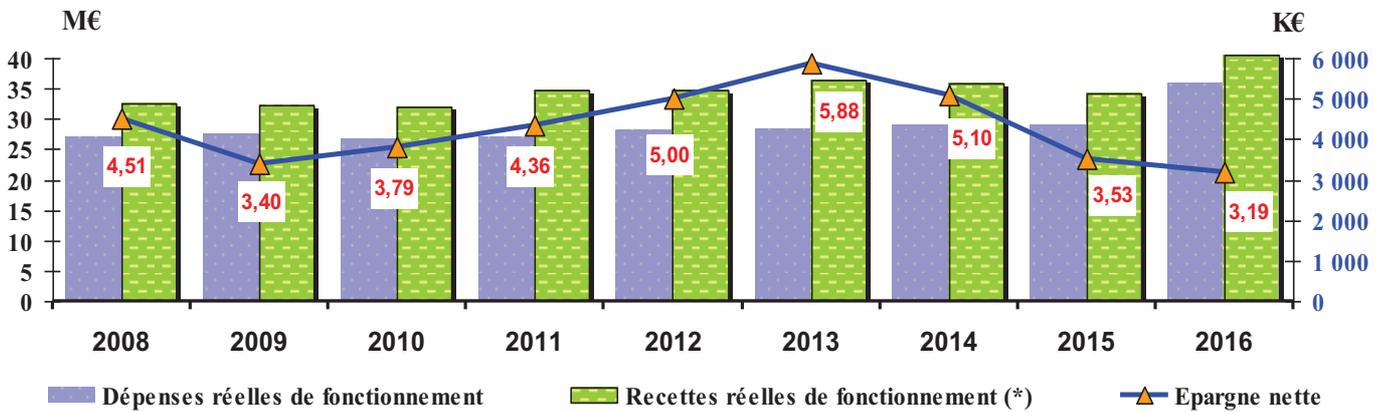


Evolution des soldes de l'épargne entre 2008 et 2016

Evolution de l'épargne brute 2008 - 2016



Evolution de l'épargne nette 2008 - 2016

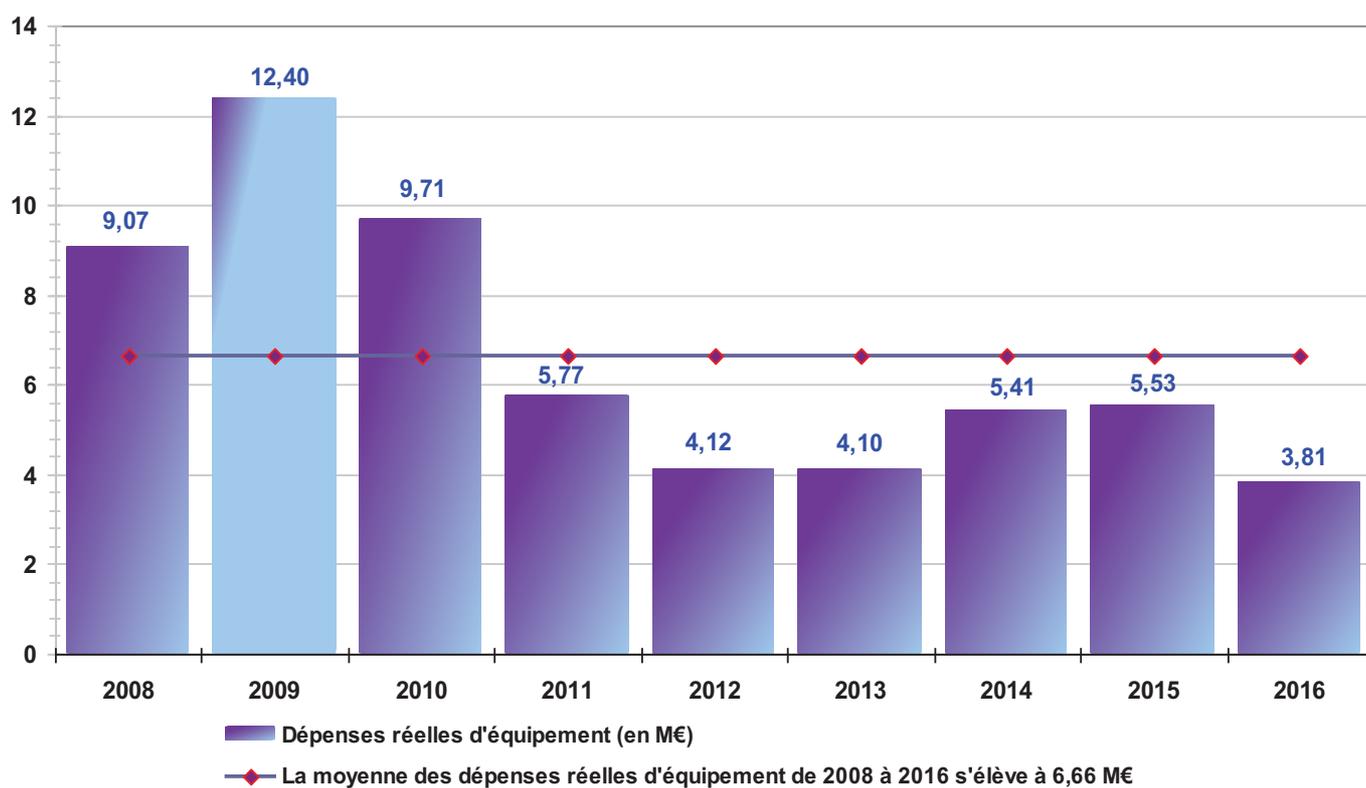


En 2016, les **dépenses réelles d'investissement** (hors remboursement de la dette), y compris les subventions d'équipement versées, s'élèvent à 4,777 € millions d'euros contre 5,681 millions en 2015 soit une diminution de 15,91% par rapport à 2015.

Les postes de dépenses sont détaillés page **16**, il s'agit essentiellement :

- ✓ des acquisitions de logiciels et des frais d'études : 210 411,25 € ;
- ✓ des subventions d'équipement versées : 531 432,67 € ;
- ✓ des acquisitions d'immobilisations : 764 241,47 € ;
- ✓ des travaux : 2 306 169,35 €.

Evolution des dépenses réelles d'équipement 2008 - 2016



Les recettes d'investissement (hors emprunt) s'établissent à 5,444 millions d'euros contre 5,428 millions d'euros au compte administratif 2015.

Les principaux postes de recettes sont détaillés page 17, il s'agit notamment :

✓ 4 192 078,89 € provenant de l'excédent dégagé par la section de fonctionnement pour la couverture du besoin de financement de la section d'investissement ;

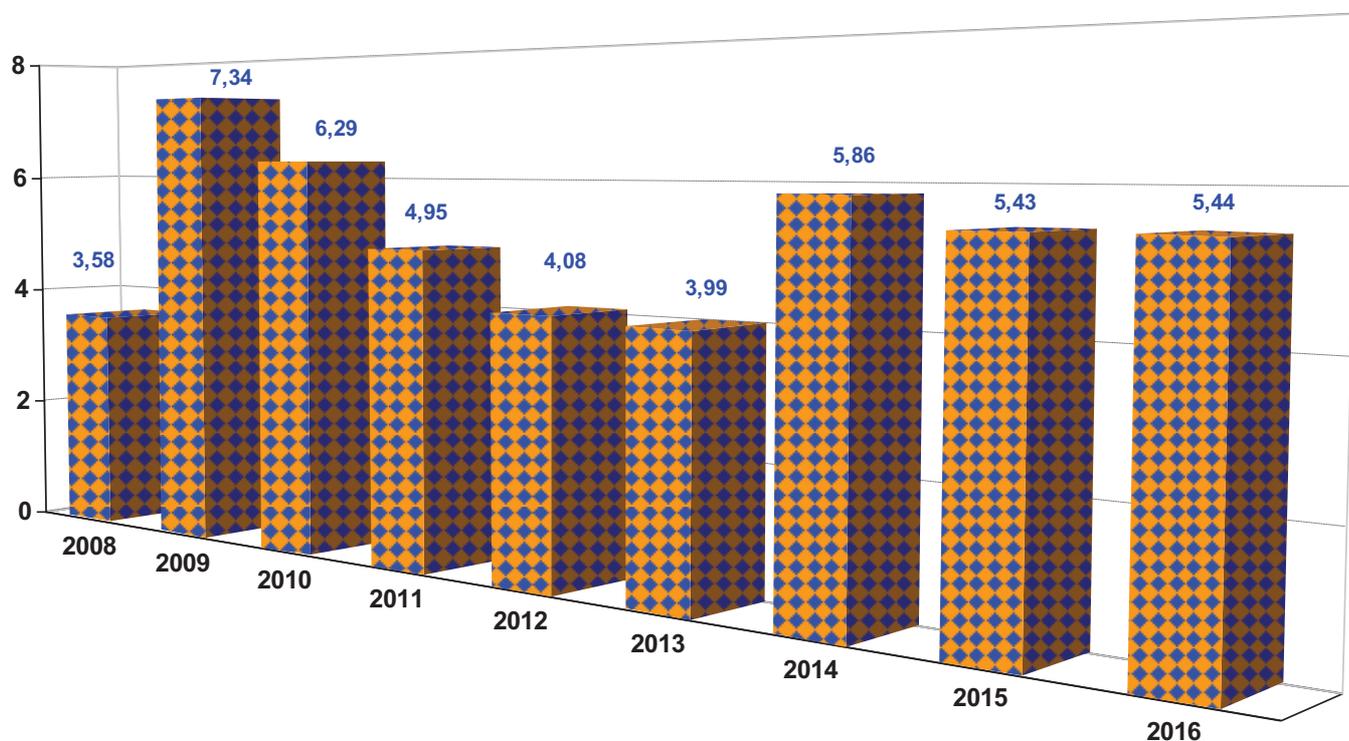
✓ 658 087,96 € au titre du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (F.C.T.V.A.) ;

✓ 168 648,08 € concernent la taxe d'aménagement ;

✓ 150 052 € au titre du produit des amendes de police ;

✓ 243 347,93 € au titre des subventions d'investissement reçues de la part de du Conseil départemental des Hauts-de-Seine (71 892,18 €), de la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine (151 862 €) et de la Région Ile-de-France (19 593,75 €).

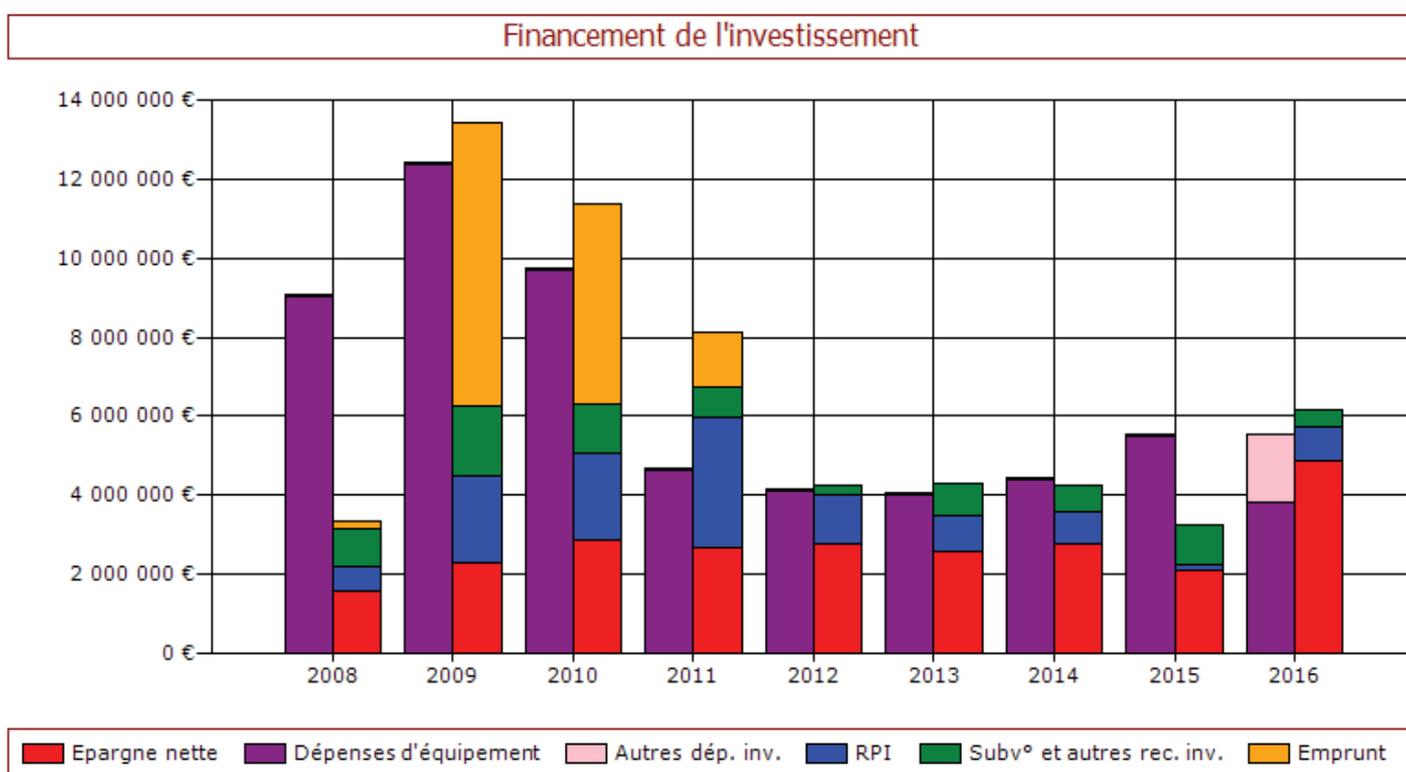
Evolution des recettes réelles d'investissement (hors emprunt)



En 2016, les dépenses réelles d'investissement portées par la Ville de Sèvres ont été couvertes à 97,8% par les recettes d'investissement :

- ❖ l'autofinancement net disponible s'établit à 3,192 millions d'euros et couvre la majeure partie du financement des dépenses d'investissement (hors dette) dont le montant s'établit à 3,812 millions d'euros en 2016. Celui-ci est supérieur (+1,647 M€) à l'estimation figurant dans le rapport de présentation du budget primitif 2016, qui posait le principe d'un autofinancement net de 1,545 millions d'euros.
- ❖ les recettes disponibles d'investissement permettent ainsi d'assurer la quasi-totalité du financement des dépenses d'équipement, soit un montant total de 3,281 millions d'euros.

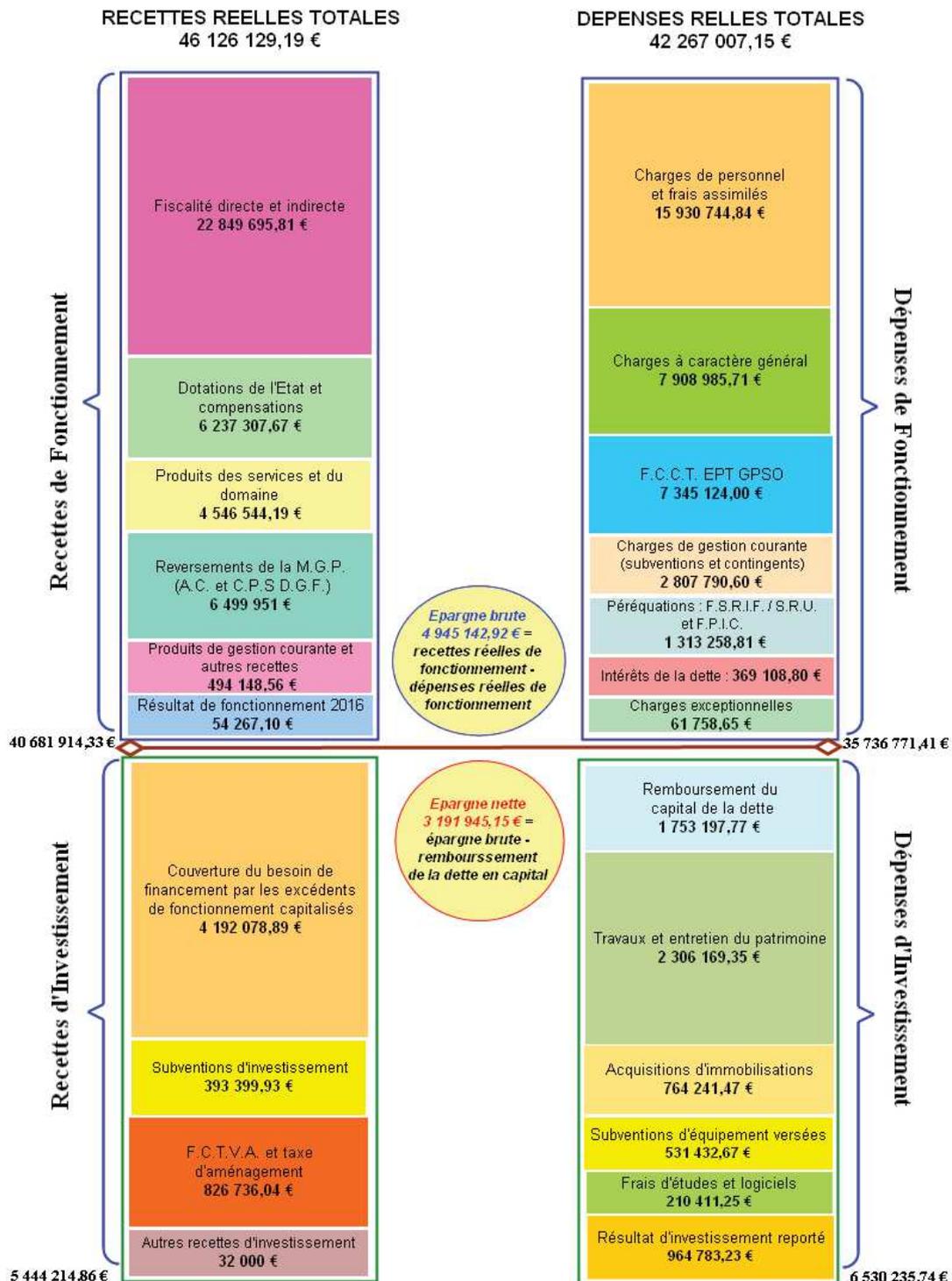
Synthèse de la chaîne du financement des dépenses d'investissement en 2016



LES GRANDS EQUILIBRES DU CA 2016

Le CA 2016 se caractérise par des dépenses d'équipement comparables à celles enregistrées au CA 2015. La totalité de ces dépenses a pu être financée par l'épargne brute dégagée en fonctionnement à hauteur de 4,945 M€.

A cette épargne brute s'ajoutent des recettes d'investissement qui ont permis de dégager une capacité de financement des investissements et ainsi de ne pas recourir à l'emprunt.



PRESENTATION GLOBALE (MOUVEMENTS REELS ET D'ORDRE)

Le résultat net disponible de l'exercice 2016 s'établit à 2 539 682,85 €.

☒ Tableau de synthèse des résultats et soldes de l'exercice 2016

MOUVEMENTS BUDGETAIRES	DEPENSES	RECETTES	RESULTATS ET SOLDES
I - BUDGET PRINCIPAL			
Section de fonctionnement (titres et mandats émis)	36 903 121,43 €	40 627 647,23 €	
Résultat budgétaire de la section de fonctionnement 2016 (SF)			+3 724 525,80 €
Section d'investissement (titres et mandats émis)	5 570 212,49 €	6 614 046,24 €	
Résultat budgétaire de la section d'investissement 2016 (SI)			+1 043 833,75 €
RESULTAT BUDGETAIRE GLOBAL DE L'EXERCICE (SF+SI)			+4 768 359,55 €
Résultat de fonctionnement reporté de 2015		54 267,10 €	
Résultat d'investissement reporté de 2015	964 783,23 €		
Total de l'exécution budgétaire (SF+SI + Résultats reportés 2015)	43 438 117,15 €	47 295 960,57 €	
A / RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2016			3 857 843,42
Restes à réaliser de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	
Solde des restes à réaliser (SF)	0,00 €		0,00
Restes à réaliser de la section d'investissement	2 434 540,00 €	1 116 379,43 €	
Solde des restes à réaliser (SI)			-1 318 160,57 €
B / SOLDE DES RESTES A REALISER (SF+SI)			-1 318 160,57 €
Résultat de clôture de fonctionnement 2016			3 778 792,90 €
Besoin de financement de la section d'investissement 2016			-1 239 110,05 €
C / RESULTAT NET DISPONIBLE DE 2016 (A+B)			+2 539 682,85 €

La balance du Compte Administratif 2016 présente un résultat global de clôture de l'exécution budgétaire de 3 857 843,42 € (3 281 562,76 € en 2015). Il correspond à la différence entre le total des mandats et des titres émis au cours de l'exercice y compris les résultats reportés de l'exercice 2015 (47 295 960,57 € - 43 438 117,15 €).

Pour obtenir le résultat net disponible de l'exercice (2 539 682,85 €), le résultat de l'exécution budgétaire doit être ajusté du solde des restes à réaliser de la section de la section d'investissement (- 1 318 160,57 €).

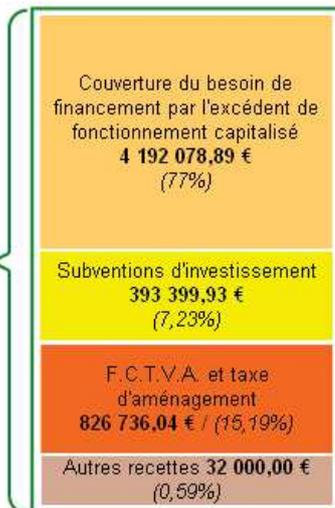


PRESENTATION GLOBALE (MOUVEMENTS REELS)

Recettes Réelles Total = 46 126 129,19 €

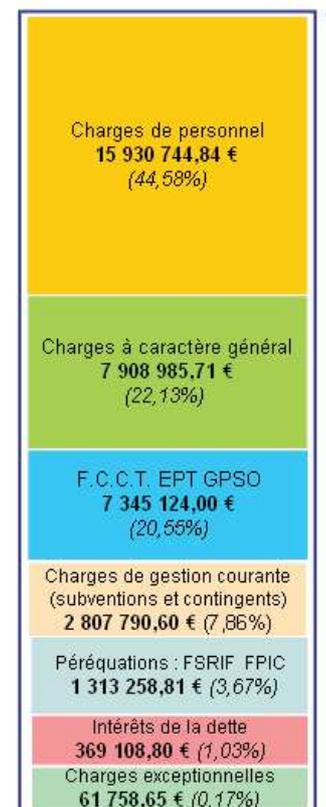
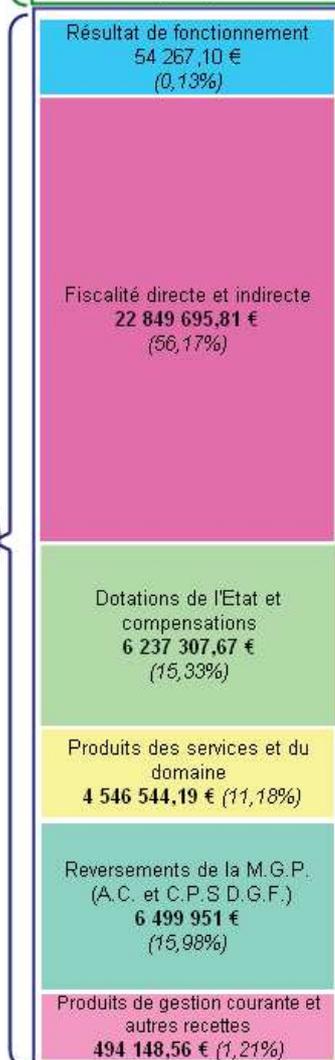
Dépenses Réelles Total = 42 267 007,15 €

Total des recettes de la section d'investissement = 5 444 214,86 €



Total des dépenses de la section d'investissement = 6 530 235,74 €

Total des recettes de la section de fonctionnement = 40 681 914,33 €



Total des dépenses de la section de fonctionnement = 35 736 771,41 €



LA SECTION D'INVESTISSEMENT (MOUVEMENTS REELS)

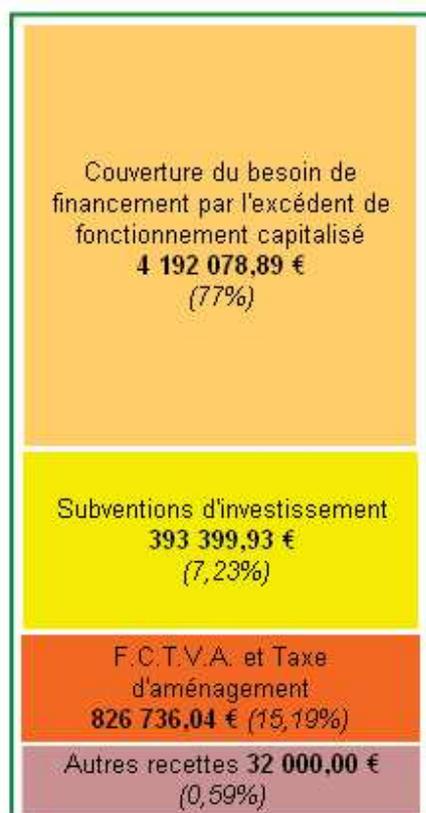
Les dépenses réelles d'investissement réalisées s'élèvent à 6 530 235,74 € pour 2016. La part de ces dépenses hors remboursement de la dette en capital et hors résultat d'investissement reporté s'établit à 3 812 254,74 €.

Les dépenses de travaux représentent 70,29% des dépenses d'équipement de la section d'investissement contre 66,56% en 2015, les acquisitions et les frais d'études représentent 29,71% (33,44% en 2015).

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 5 444 214,86 € contre 5 428 836 € en 2015.

Recettes Réelles d'Investissement

Total de la section
=
5 444 214,86 €



Dépenses Réelles d'Investissement

Total de la section
=
6 530 235,74 €

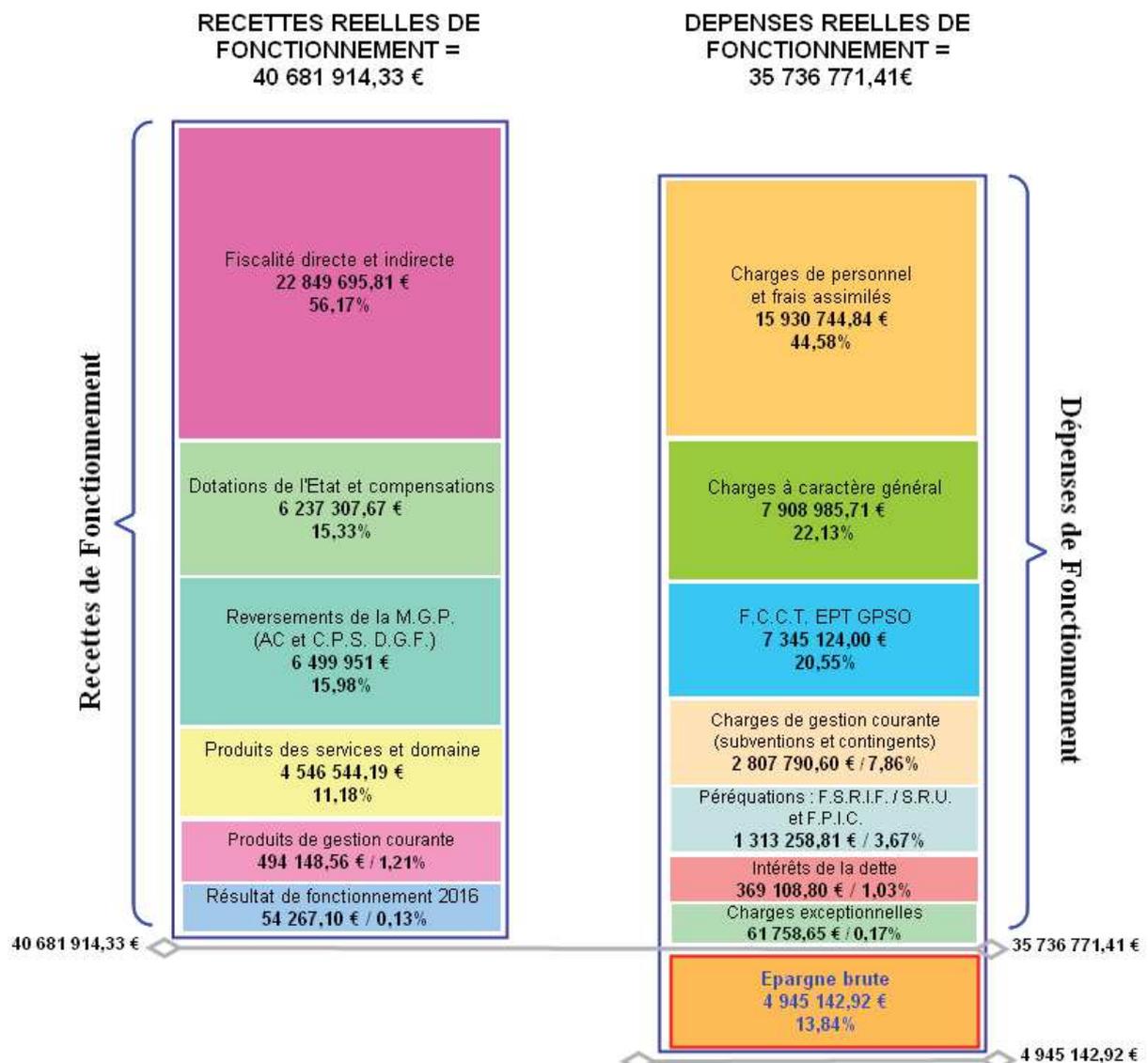


LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (MOUVEMENTS REELS)

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 35 736 771,41 € et les recettes réelles à 40 681 914,33 €. En dépenses, les charges de personnel (15 930 744,84 €) représentent 44,58% des dépenses réelles de fonctionnement. Les charges financières atteignent 369 108,80 € et représentent 1,03% des dépenses réelles de fonctionnement de la Ville.

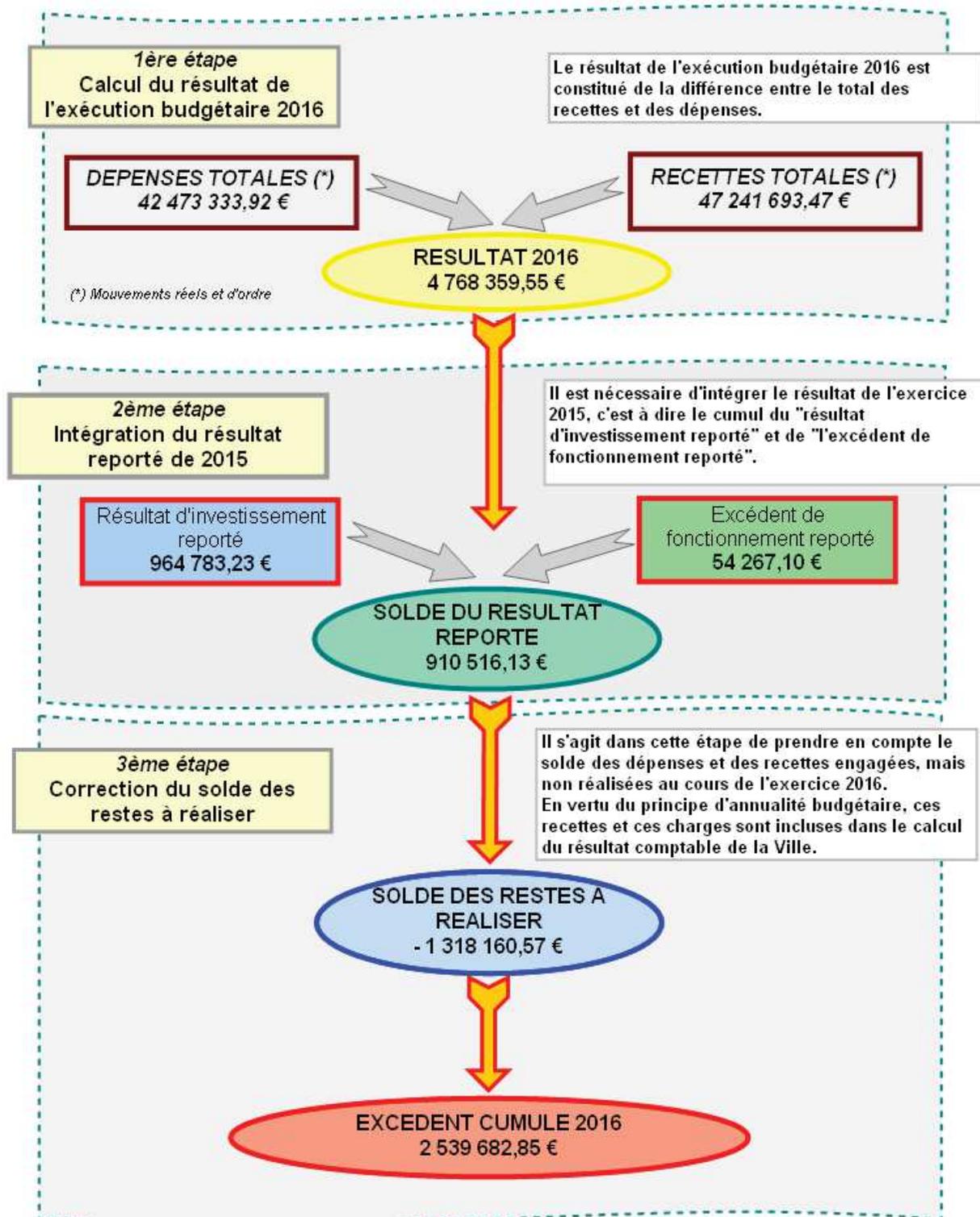
En recettes, la fiscalité directe représente la part principale des recettes de la Ville soit 56,17% des recettes réelles de fonctionnement. Les dotations et participations (exemple : la D.G.F.) représentent le deuxième poste le plus important des recettes et s'élèvent à 6 237 307,67, soit 15,33% des recettes réelles de fonctionnement.

La part des reversements de la Métropole du Grand Paris représente 15,98% des ressources budgétaires et un apport de 6 499 951 € (allocation de compensation et part salaire de la DGF qui est ensuite reversée à l'EPT GPSO). Les recettes d'exploitation et du patrimoine s'élèvent à 4 546 544,19 € soit 11,18% des recettes réelles de fonctionnement.



EXCEDENT 2016 (MOUVEMENTS REELS ET D'ORDRE¹)

L'excédent net de l'exercice 2016, s'élève à 2 539 682,85 €, libre d'affectation et repris au budget primitif 2017.



¹ Contrairement aux opérations réelles qui donnent lieu à des mouvements de trésorerie, les opérations d'ordre ne donnent lieu à aucun mouvement de décaissement et encaissement.



EXCEDENT 2016 (suite)

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D' ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET 2016 - VILLE DE SEVRES
(Compte administratif 2016 - Vue d'ensemble, page 3)

		DEPENSES	RECETTES	
REALISATIONS DE L' EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	36 903 121,43 €	40 627 647,23 €	<u>Solde :</u>
	Section d' investissement	5 570 212,49 €	6 614 046,24 €	4 768 359,55 €
		+	+	+
RESULTATS REPOTES 2015	Reports en section de fonctionnement (002)	0,00 €	54 267,10 €	<u>Solde :</u>
	Reports en section d' investissement (001)	964 783,23 €	0,00 €	-910 516,13 €
		=	=	
TOTAL (réalisations + reports)		43 438 117,15 €	47 295 960,57 €	+
RESTES A REALISER A REPORTER EN 2015	Section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	
	Section d' investissement	2 434 540,00 €	1 116 379,43 €	<u>Solde :</u>
	TOTAL des restes à réaliser	2 434 540,00 €	1 116 379,43 €	-1 318 160,57 €
				+
ECRITURES DE REGULARISATION DU COMPTABLE	Section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Section d' investissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
				=
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	36 903 121,43 €	40 681 914,33 €	
	Section d' investissement	8 969 535,72 €	7 730 425,67 €	<u>Solde :</u>
	TOTAL CUMULE	45 872 657,15 €	48 412 340,00 €	2 539 682,85 €

STRUCTURE DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 (mouvements réels)

I - SECTION INVESTISSEMENT					
MOUVEMENTS	PREVISIONS BUDGETAIRES	EXECUTE	RESTE A REALISER	TOTAL REALISE	SOLDE
TOTAL DES RECETTES	12 130 253,85 €	6 614 046,24 €	1 116 379,43 €	6 614 046,24 €	4 399 828,18 €
TOTAL DES DEPENSES	12 130 253,85 €	6 534 995,72 €	2 434 540,00 €	6 534 995,72 €	3 160 718,13 €
SOLDE DE LA SECTION INVESTISSEMENT	0,00 €	79 050,52 €	-1 318 160,57 €	79 050,52 €	-1 239 110,05 €
II - SECTION FONCTIONNEMENT					
MOUVEMENTS	PREVISIONS BUDGETAIRES	EXECUTE	RESTE A REALISER	TOTAL REALISE	SOLDE
TOTAL DES RECETTES	40 731 107,10 €	40 681 914,33 €	0,00 €	40 681 914,33 €	49 192,77 €
TOTAL DES DEPENSES	37 234 573,10 €	35 736 771,41 €	0,00 €	36 903 121,43 €	1 497 801,69 €
SOLDE DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	3 496 534,00 €	4 945 142,92 €	0,00 €	3 778 792,90 €	3 778 792,90 €
RESULTAT NET DISPONIBLE DE L' EXERCICE 2016					2 539 682,85 €



LES TAUX DE REALISATION DU BUDGET PRINCIPAL

Les taux de réalisation des grandes masses budgétaires permettent de mesurer l'exécution des recettes et des dépenses par rapport aux prévisions.

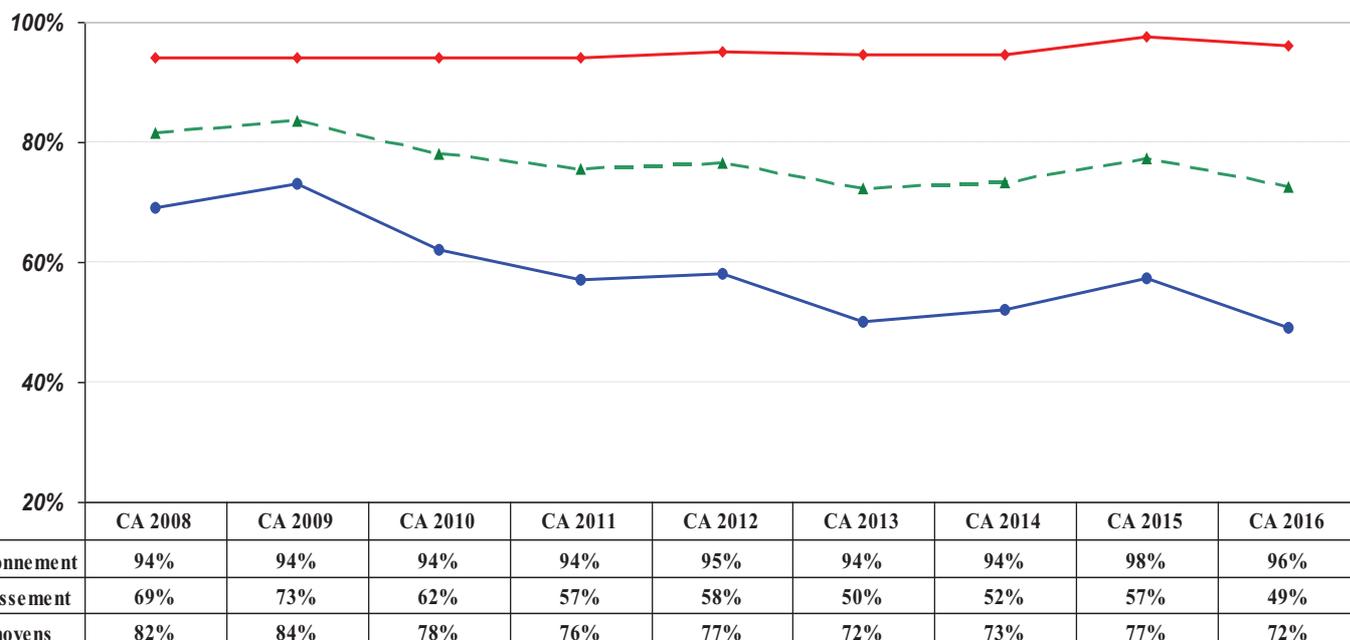
La colonne « total voté » 2016 comprend les crédits inscrits au Budget Primitif et au Budget Supplémentaire.

Au sein de la section d'investissement du compte administratif 2016, les dépenses réelles d'investissement hors dette (frais d'études, licences et logiciels, subventions d'équipement versées, acquisitions et travaux : chapitres 20, 204, 21 et 23 de la nomenclature budgétaire et comptable M14) ont été exécutées à 48,97% (57,17% en 2015, 51,57% en 2014, 49,22% en 2013, 58,05% en 2012 et 56,51% en 2011).

Concernant les recettes réelles d'investissement, le taux de réalisation est de 82,07% contre 82,28% en 2015 et 93% en 2014, 85,97% en 2013 et 88,56% au compte administratif 2012. Ce taux de réalisation est stable par rapport à l'exercice 2015.

Quant aux dépenses réelles de fonctionnement, elles sont réalisées à concurrence de 95,98% contre 97,57% au compte administratif 2015.

Taux d'exécution budgétaire de 2008 à 2016



LES TAUX DE REALISATION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Les taux d'exécution de la section d'investissement

LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses réelles (*)	Budget total voté 2016 (B)	Réalisations 2016 (A)	Taux de réalisation (A)/(B)	Recettes réelles (*)	Budget total voté 2016 (B)	Réalisations 2016 (A)	Taux de réalisation (A)/(B)
TOTAL	9 755,25 €	4 777,03 €	48,97%	TOTAL	6 633,72 €	5 444,21 €	82,07%
Frais d'études et logiciels (20)	725,00 €	210,41 €	29,02%	Dotations, fonds divers et réserve (10)	5 600,17 €	5 018,81 €	89,62%
Subventions d'équipement (204)	1 827,35 €	531,43 €	29,08%	Subventions d'investissement reçues (13)	813,46 €	393,40 €	48,36%
Acquisitions d'immobilisations (21)	1 613,04 €	764,24 €	47,38%	Autres recettes (204,23,27,45)	220,09 €	32,00 €	ns
Travaux (23)	4 429,46 €	2 306,17 €	52,06%	Résultat d'investissement reporté (001)	-	-	-
Autres dépenses d'investissement	85,00 €	0,00 €	ns				
Les dépenses imprévues (020)	110,61 €	0,00 €	ns				
Résultat d'investissement reporté (001)	964,78 €	964,78 €	100,00%				

(*) Hors dette mais y compris les restes à réaliser et le résultat d'investissement reporté de 2015.

LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'équipement atteignent, pour 2016, une réalisation de 3 280 822,07 euros contre 4 343 634 euros en 2015.

En 2016, les frais d'études, licences et logiciels engagés par la Ville ont été réalisés à 29,02% contre 40,37% en 2015.

Les frais d'études ont été partiellement exécutés. Ils concernent principalement des dépenses d'études sur le centre-ville, la réalisation de nombreux diagnostics sur les bâtiments communaux, des prestations de maîtrise d'œuvre pour des opérations de travaux ainsi que des achats de licences pour des logiciels informatiques. Le solde des crédits a fait l'objet d'un report pour exécution des prestations sur l'exercice 2016.

Le poste « Acquisitions » a été exécuté à 47,38% contre 66,58% en 2015 et 47,95% en 2014. On citera à titre d'exemples, la réalisation de travaux sur sol d'autrui (141 074 €), l'acquisition de véhicules (65 612 €) ou encore l'achat de matériels et de mobiliers pour l'ensemble des services municipaux (445 566 €).



Le poste « Travaux » (2 306 169,35 €) est exécuté à hauteur de 52,06%, un niveau légèrement inférieur à celui enregistré en 2015 (56,93%) en raison d'une modification du rythme de certaines opérations programmées en 2016. Ce poste est composé par de nombreuses opérations de travaux. On citera celles liées aux travaux de remplacement de la verrière de la Médiathèque (242 303 €) et des soldes liés à l'opération de réhabilitation de l'équipement (127 690 €), de nombreux travaux d'amélioration et de réhabilitation dans les crèches (240 584 €), des travaux d'aménagement de la voirie de Sèvres (148 683 €), la poursuite des tranches de travaux relatifs à l'enfouissement des réseaux électriques et électroniques (192 987 €), des travaux de câblage pour améliorer la numérisation des réseaux dans les écoles Sévriennes (79 137 €), la fin des travaux de mise en accessibilité et de rénovation du SEL (82 493 €), des travaux de spécifiques de consolidation d'ouvrages à la crèche des Bas-Tillets (89 683 €), des diagnostics et travaux de chauffage à la piscine (76 405 €) ainsi que de multiples autres travaux d'aménagement et de rénovation dans les bâtiments communaux (écoles, stades, logements, ...) pour un montant de 1 026 204 €.

EVOLUTION DES GRANDES MASSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT en K€

Dépenses	CA 2016	CA 2015	Var. 16/15	Recettes	CA 2016	CA 2015	Var. 17/16
Frais d'études, licences et logiciels	210,41	198,85	5,81%	Fonds de Compensation pour la T.V.A.	658,09	0,00	ns
Acquisitions d'immobilisations	764,24	1 253,52	-39,03%	Taxe d'aménagement et sous-densité	168,65	114,41	47,40%
Subventions d'équipement versées	531,43	1 187,04	-55,23%	Produit des amendes de police	150,05	231,59	-35,21%
Travaux et entretien du patrimoine	2 306,17	2 891,27	-20,24%	Excédents de fonctionnement capitalisés	4 192,08	4 294,57	-2,39%
Autres dépenses d'investissement	0,00	3,20	ns	Subventions d'investissement	243,35	771,33	ns
Remboursement du capital de la dette	1 753,20	1 789,40	-2,02%	Autres recettes d'investissement	32,00	16,93	ns
Résultat d'investissement reporté 2015	964,78	147,49	554,15%	Résultat d'investissement reporté 2015			
TOTAL GENERAL	6 530,24	7 470,76	-12,59%	TOTAL GENERAL	5 444,21	5 428,84	0,28%

LES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

Les recettes réelles d'investissement atteignent 5 444 214 € contre 5 428 836 € en 2015. La légère augmentation des recettes réelles d'investissement (+0,28%) est contrastée et s'explique essentiellement par des variations de postes et le report de la réalisation sur 2016 du produit lié au fonds de compensation de la T.V.A. On citera d'une part, la baisse des subventions d'investissement reçues liée au décalage sur l'exercice 2017 de plusieurs opérations de travaux (-35,21%), la diminution du produit des amendes de police (-35,21%), la baisse de l'excédent de financement de la section d'investissement au travers de l'excédent de fonctionnement capitalisés de la section d'investissement (-2,39%) et d'autre part, par une hausse du produit de la taxe d'aménagement (+47,40%) et du poste des autres recettes d'investissement (échange de terrain avec l'ONF).



LES TAUX DE REALISATION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les taux d'exécution de la section de fonctionnement

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT							
Dépenses réelles	Budget total voté 2016 (B)	Réalizations 2016 (A)	Taux de réalisation (A)/(B)	Recettes réelles (*)	Budget total voté 2016 (B)	Réalizations 2016 (A)	Taux de réalisation (A)/(B)
TOTAL	37 234 573,10 €	35 736 771,41 €	95,98%	TOTAL	40 731 107,10 €	40 681 914,33 €	99,88%
Les charges à caractère général (011)	8 673 469,00 €	7 908 985,71 €	91,19%	Les produits des services et du domaine (70)	4 367 959,00 €	4 546 544,19 €	104,09%
Les charges de personnel (012)	16 156 794,00 €	15 930 744,84 €	98,60%	La fiscalité directe et les reversements de G.P.S.O. (73111,7318,7321,7322,7328)	20 361 892,00 €	26 757 698,23 €	ns
Les charges de gestion courante (65)	10 521 670,10 €	10 152 914,60 €	96,50%	La fiscalité indirecte et FNGIR (7323,735,736,738)	2 407 798,00 €	2 591 948,58 €	107,65%
Les charges financières (66)	405 000,00 €	369 108,80 €	91,14%	Les dotations, subventions et participations (74)	13 027 615,00 €	6 237 307,67 €	ns
Les charges exceptionnelles (67)	81 230,00 €	61 758,65 €	76,03%	Les autres produits de gestion courante (75)	349 013,50 €	333 817,56 €	95,65%
Péréquations et reversement de recettes (014)	1 316 213,00 €	1 313 258,81 €	99,78%	Les recettes exceptionnelles (77,79)	91 832,50 €	98 465,24 €	107,22%
Les dépenses imprévues (022)	80 197,00 €	-	-	Les autres recettes (013,76)	70 730,00 €	61 865,76 €	87,47%
Résultat de fonctionnement reporté (002)	-	-	-	Résultat de fonctionnement reporté (002)	54 267,10 €	54 267,10 €	100,00%

(*) Y compris les restes à réaliser et le résultat de fonctionnement reporté de 2015.

LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses réelles de fonctionnement atteignent en 2016 un montant de 35 736 771 euros contre 28 959 699 euros en 2015.

Le taux de réalisation des dépenses réelles de fonctionnement est de 95,98% contre 97,57% en 2015.

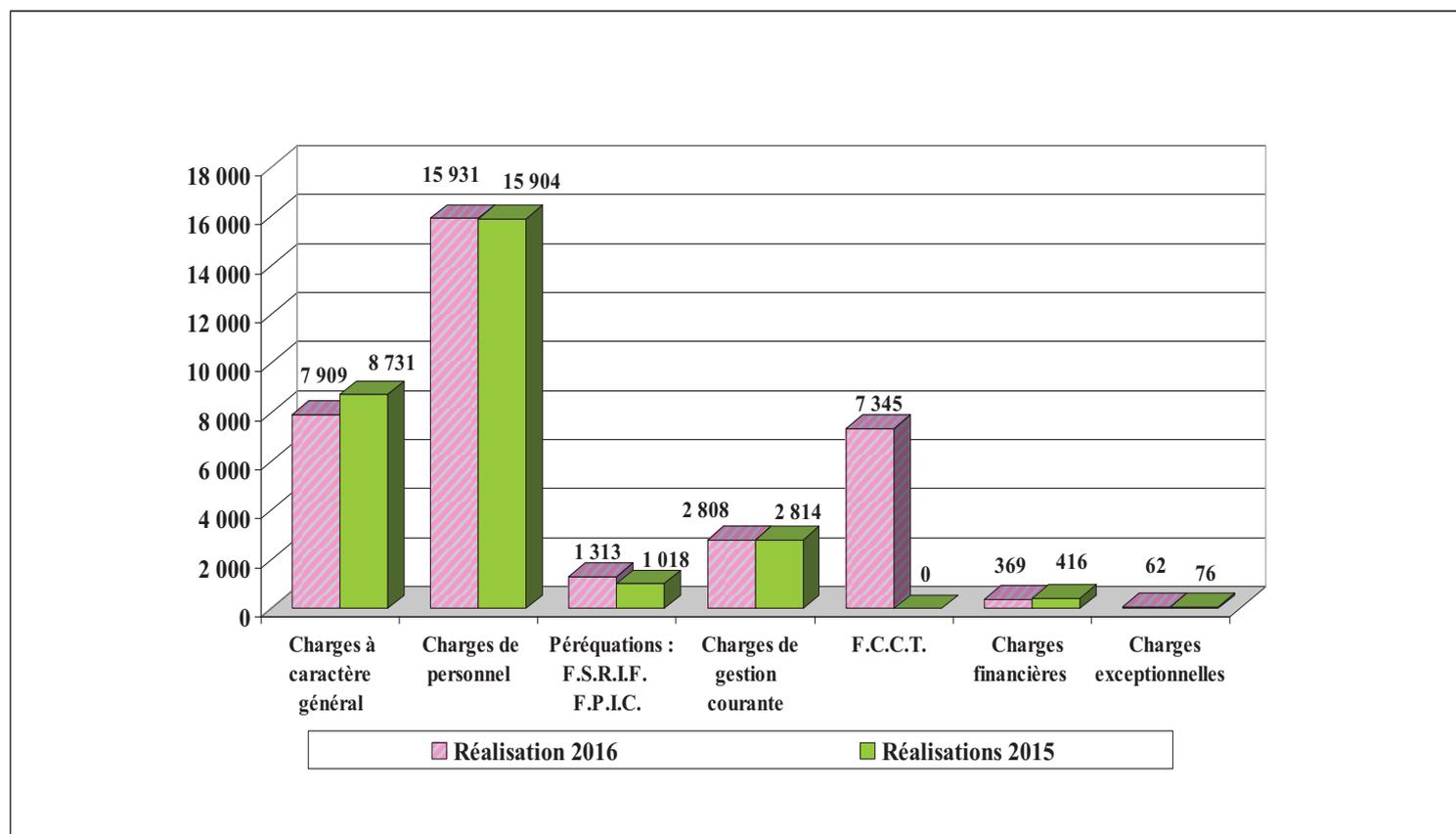
Hors Fonds de Compensation des Charges Transférées (FCCT), le volume global des dépenses réelles de fonctionnement réalisé en 2016 est en baisse de 1,96% contre une légère hausse de 0,30% en 2015. Cette variation représente une diminution en valeur de 568 052 € contre une hausse entre 2015 et 2012 (87 371 € en 2015, 342 312 € en 2014, 522 945 € en 2013 et 834 381 € en 2012). Si l'on compare cette diminution des dépenses de fonctionnement aux ressources fiscales de la commune, cette baisse des dépenses représente trois points et demi de fiscalité.

Le poste des charges à caractère général constitue un poste important de dépenses, le montant budgété s'est élevé en 2016 à 8,673 M€ contre 9,260 M€ en 2015. Le taux de consommation des crédits s'établit à 91,19%, soit plus de 7,908 M€ contre 8,731 M€ de réalisation en 2015.

Le volume de ces dépenses est en forte diminution (-9,42%) par rapport à l'exercice 2015 de 822 458 €.

EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT en K€

Dépenses de fonctionnement	CA 2016	CA 2015	Var. 16/15	Recettes de fonctionnement	CA 2016	CA 2015	Var. 16/15
Charges à caractère général	7 908,99	8 731,44	-9,42%	Produits des services et du domaine	4 546,54	4 039,24	12,56%
Charges de personnel et frais assimilés	15 930,74	15 904,01	0,17%	Impôts et taxes	22 849,70	17 743,19	ns
Péréquations : F.S.R.L.F. / F.P.I.C. / S.R.U.	1 313,26	1 017,75	29,04%	Reversements de la Métropole du Grand Paris	6 499,95	3 549,35	ns
Charges de gestion courante	2 807,79	2 813,99	-0,22%	Dotations et participations	6 237,31	6 938,98	-10,11%
Fonds de compensation des charges transférées	7 345,12	0,00	ns	Produits de gestion courante	333,82	368,47	10,38%
Charges financières	369,11	416,09	-11,29%	Autres recettes (indemnités journalières et produits exceptionnels)	160,33	219,14	36,68%
Charges exceptionnelles	61,76	76,42	-19,18%	Résultat de fonctionnement reporté 2015	54,27	1 424,80	ns
Résultat de fonctionnement reporté 2015							
TOTAL DES DEPENSES REELLES (hors FCCT)	28 391,65	28 959,70	-1,96%	TOTAL DES RECETTES REELLES (hors EPT GPSO)	33 336,79	34 283,18	-2,76%
TOTAL DES DEPENSES REELLES	35 736,77	28 959,70	ns	TOTAL DES RECETTES REELLES	40 681,91	34 283,18	ns
Epargne brute	-2 399,98	5 323,48	-145,08%				
TOTAL GENERAL	33 336,79	34 283,18	ns	TOTAL GENERAL	40 681,91	34 283,18	ns



Les réalisations de l'exercice 2016 concernent essentiellement deux types de charges : les achats et les autres charges externes, elles-mêmes divisées en services extérieurs et autres services extérieurs.

Le poste le plus important concerne la rubrique des « services extérieurs et autres services extérieurs » avec 4,649 M€ de réalisation en 2016. Ce poste englobe principalement les achats et contrats de prestations de services (0,778 M€), les frais de nettoyage des locaux (1,118 M€), l'entretien et les réparations des biens mobiliers et immobiliers (0,632 M€), les rémunérations de personnel extérieur au service (0,290 M€), les rémunérations d'intermédiaires et honoraires (0,398 M€), les dépenses de publicité, publication et relations publiques (0,283 M€), les dépenses de transports (0,147 M€) et les frais postaux et de télécommunications (0,241 M€).

Les achats représentent le second poste des dépenses du chapitre des charges à caractère général avec 3,432 M€ de réalisation en 2016. Ce poste comprend essentiellement pour Sèvres, les achats d'études et de prestations de services (1,770 M€) et les achats non stockés de matières et fournitures (1,660 M€) tels que l'eau, l'énergie, le chauffage, les carburants ou l'alimentation.

La majeure partie (70%) de ces deux postes est la contrepartie des contrats de prestation avec des entreprises.

Les postes de charges à caractère général en 2016 présentent néanmoins des réalisations assez différentes selon la nature même des dépenses.

- ✓ Les dépenses d'énergie budgétées (gaz et électricité) ont été réalisées à hauteur 96,64% contre près de 100% en 2015 et 96,89% en 2014.
- ✓ Les dépenses en eau inscrites ont été réalisées à 99,87% contre 107,81 en 2015 et 76,05% en 2014 et 94,87% en 2013. Elles sont en diminution de 14,99% par rapport à 2015. Cette forte baisse est liée à des améliorations des équipements et à des contrôles plus réguliers des compteurs.
- ✓ Les dépenses de nettoyage prévues ont été réalisées à 94,95% contre 100% en 2015, 96,06% en 2014 et 97,44% en 2013. Elles enregistrent une baisse par rapport à 2015 (-16,32%) en raison des différents avenants signés avec l'entreprise qui ont permis des économies ainsi qu'à la mobilisation partielle de l'enveloppe forfaitaire consacrée aux interventions exceptionnelles effectuées sur certains locaux en 2016.
- ✓ Les dépenses d'entretien et de réparations des bâtiments communaux s'élèvent à 111 025 € contre 248 859 € en 2015 et 44 726 € en 2014, 308 238 € en 2013. Le taux de réalisation s'établit à 91,78% contre 18,75% en 2014, 65,71% en 2013 et 62,76% en 2012.



Les dépenses de personnel ont été exécutées à 98,60% contre 99,54% en 2015, 97,42% en 2014 et 98,51% en 2013. Comme en 2015, les dépenses de personnel et frais assimilés ont suivi l'évolution du taux d'inflation constaté en 2016 (0,2% contre 0% en 2015), ce qui représente une hausse très limitée en valeur de 26 737 € contre 11 031 € en 2015, 130 358 € en 2014 et 270 767 € en 2013.

Variation des charges de personnel et frais assimilés entre 2016 et 2015

MOUVEMENTS BUDGETAIRES REALISES	CA 2016	CA 2015	Variation
Rémunérations du personnel titulaire	7 934 603,27 €	8 079 958,41 €	-1,80%
Rémunération principale	6 132 815,54 €	6 208 929,23 €	-1,23%
Autres indemnités	1 801 787,73 €	1 871 029,18 €	-3,70%
Rémunérations du personnel non titulaire	3 342 034,10 €	3 220 073,55 €	3,79%
Rémunérations du personnel non titulaire	3 245 558,32 €	3 103 242,39 €	4,59%
Rémunérations des apprentis et autres emplois d'insertion	96 475,78 €	116 831,16 €	-17,42%
Charges de sécurité sociale et autres charges de personnel	3 915 863,51 €	3 886 733,09 €	0,75%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	3 875 293,46 €	3 844 149,35 €	0,81%
Autres charges sociales	40 570,05 €	42 583,74 €	95,27%
Autres rémunérations et versements assimilés sur rémunérations	738 243,96 €	717 242,04 €	2,93%
Rémunérations autre personnel extérieur	290 346,70 €	253 530,59 €	14,52%
Versement de transport	242 763,38 €	235 959,08 €	2,88%
Cotisations versées au Fonds National d'Aide au Logement	42 591,10 €	42 531,81 €	0,14%
Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale	162 542,78 €	185 220,56 €	-12,24%
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	15 930 744,84 €	15 904 007,09 €	0,17%

L'évolution maîtrisée des dépenses de personnel est due principalement aux deux facteurs suivants :

① L'évolution contenue de l'indice salarial de la fonction publique à 0,6% en 2016.

Pour rappel, le point d'indice sert de base au calcul des salaires des 5,2 millions d'agents des trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière). Après un gel depuis 2010, le point d'indice a été revalorisé de 0,6% le 1er juillet 2016.

② La suppression ou le non renouvellement de plusieurs postes intervenus en 2016.

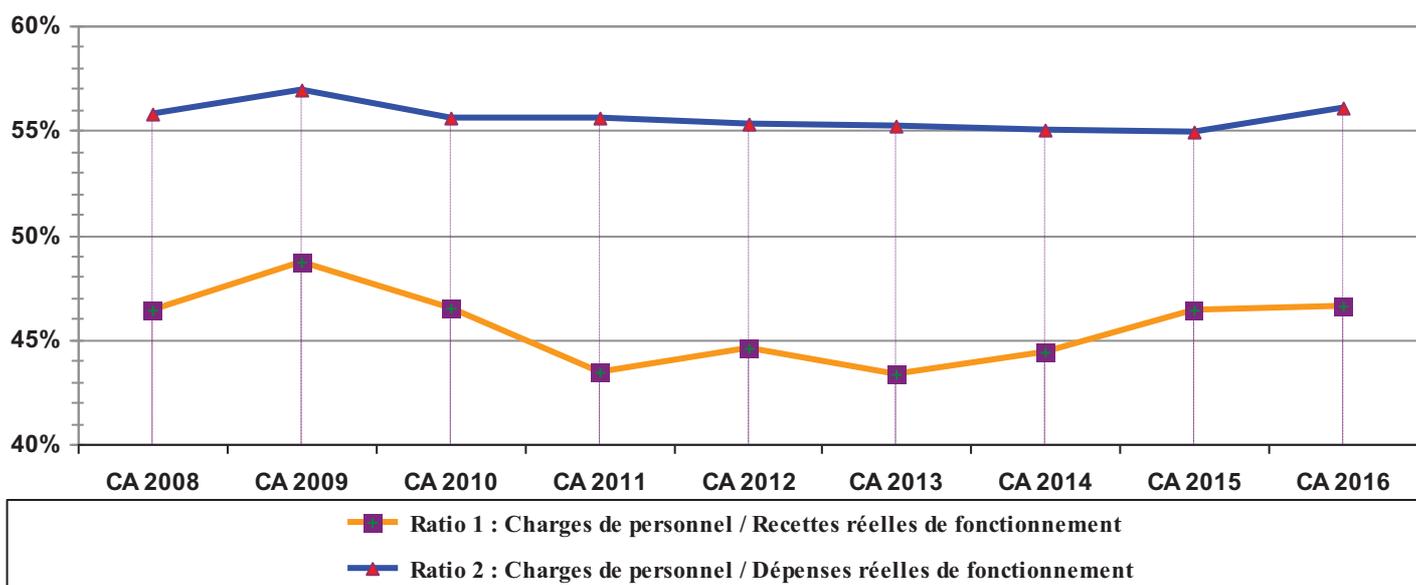
Ces deux éléments ayant concourus à l'atténuation des facteurs de progression de la masse salariale intervenus en 2016 avec de nombreux facteurs dont les principaux relèvent de décisions émanant de l'Etat :

- l'augmentation des charges patronales (CNRACL et IRCANTEC);
- la hausse de la contribution au Centre de Gestion de la Fonction Publique ;
- le Glissement Vieillesse Technicité (G.V.T.), les promotions et les autres facteurs du déroulement de la carrière des agents.



Ainsi, les ratios des charges de personnel de la Ville de Sèvres demeurent particulièrement stables sur la période 2008 - 2016.

RUBRIQUES	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	Var. 16/15
Charges de personnel (brutes)	15 112 187 €	15 794 621 €	14 887 528 €	15 106 815 €	15 491 851 €	15 762 618 €	15 892 976 €	15 904 007 €	15 930 745 €	0,17%
Recettes réelles de fonctionnement (hors MGP)	32 582 135 €	32 400 730 €	32 013 154 €	34 740 253 €	34 761 496 €	36 346 028 €	35 761 746 €	34 283 184 €	34 181 963 €	-0,30%
Dépenses réelles de fonctionnement (hors FCCT)	27 100 737 €	27 719 720 €	26 789 878 €	27 172 792 €	28 007 173 €	28 530 118 €	28 872 329 €	28 959 700 €	28 391 647 €	-1,96%
Ratio 1 : Charges de personnel / Recettes réelles de fonctionnement	46,38%	48,75%	46,50%	43,49%	44,57%	43,37%	44,44%	46,39%	46,61%	0,46%
Ratio 2 : Charges de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement	55,76%	56,98%	55,57%	55,60%	55,31%	55,25%	55,05%	54,92%	56,11%	2,17%



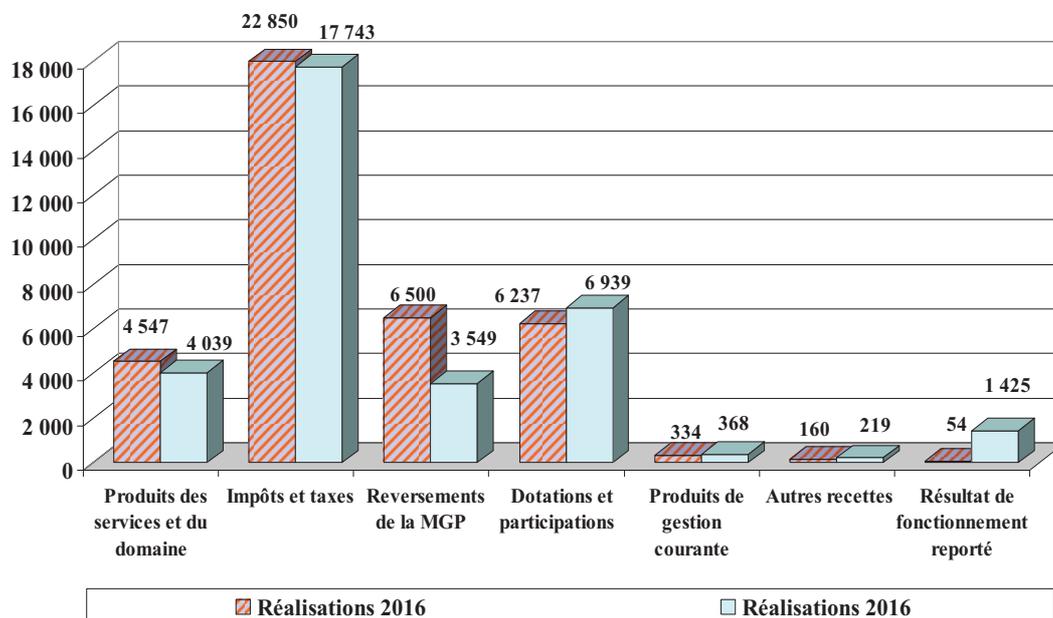
Les charges de gestion courante ont été exécutées à 98,6% contre 98,45% en 2015. Ces dépenses ont très légèrement diminué (-0,22%) entre 2016 et 2015. Ce poste intègre les subventions versées à certaines associations dans le cadre du contrat triennal (2016-2018) conclu avec le département des Hauts-de-Seine. Ce poste regroupe également les dépenses relatives aux subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé (1 031 509 € contre 822 076 € en 2015, 1 108 618 € en 2014 et 1 185 798 € en 2013) et les subventions de fonctionnement aux organismes de droit public tels que l’Etablissement Public de Coopération Culturelle “SEL EPCC” (679 000 € contre 816 070 € en 2015, 906 070 € en 2014 et 2013), le Centre Communal d’Action Sociale (230 000 € contre 212 480 € en 2015, 233 000 € en 2014 et 2013), ou encore la participation obligatoire au contingent d’incendie (428 744 €) et les indemnités et frais de missions des élus (206 808 €).

Les charges financières ont été exécutées à 91,14% contre 91,45% en 2015, 87,92% en 2014 et 96,49% en 2013. Les frais financiers ont de nouveau diminué par rapport à 2015 (-11,29%). Cette baisse est liée à l’évolution favorable des emprunts à taux variables. Pour mémoire, les derniers emprunts ont été consolidés en 2011 pour trois millions d’euros pour couvrir les derniers paiements de la reconstruction de l’école élémentaire Croix-Bosset.

La structure de la dette communale n’inclut aucun emprunt « toxique » qui pourrait induire à l’avenir un risque de « dérapage » des charges financières inhérent à ce type de contrats.



LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT



Les recettes réelles de fonctionnement (y compris le résultat reporté) atteignent en 2016 un montant de 40 681 914 € (dont 6 499 951 € provenant de la Métropole du Grand Paris et 7 345 124 € à reverser à GPSO) contre 34 283 184 € en 2015.

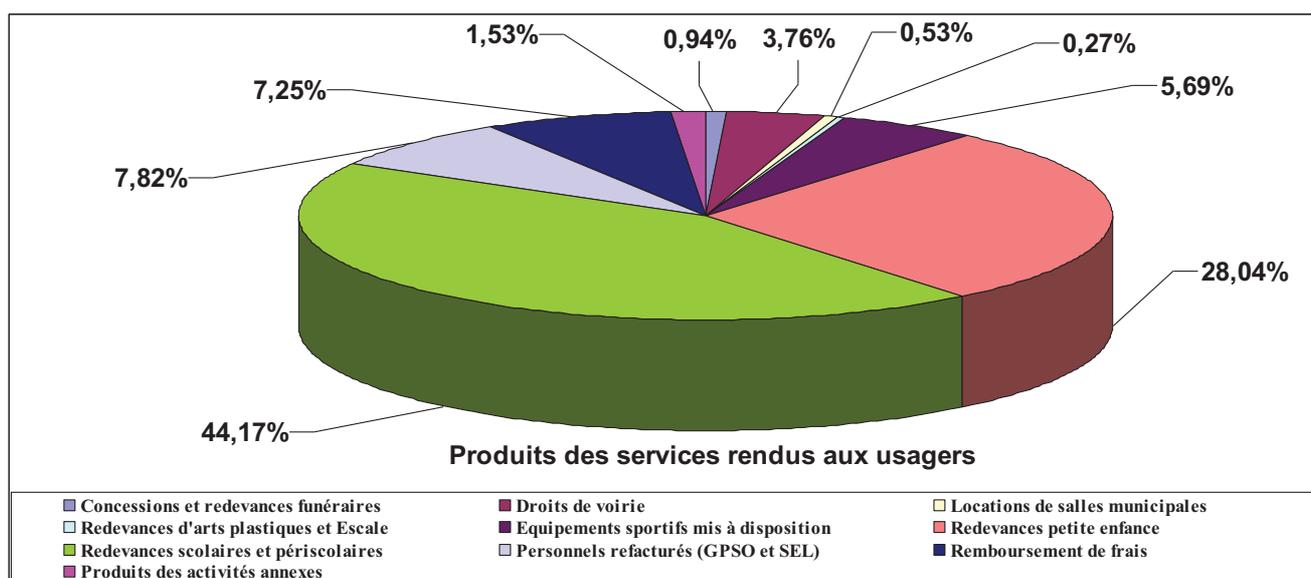
A isopérimètre, c'est-à-dire après retraitements des flux provenant de la MGP (part salaires de la DGF) et de l'EPT GPSO (fiscalité ménages et transferts de compétences), le volume global des recettes réelles de fonctionnement diminue de 2,76% par rapport aux réalisations de 2015 soit, une baisse des recettes réelles de 946 393 € après une baisse de 585 365 € enregistrée en 2015. Cette évolution défavorable est de nouveau imputable à la chute des dotations et participations de l'État qui enregistrent une forte baisse en 2016 (D.G.F.: -19,57% avec -727 957 €) et ce, malgré la hausse des recettes issues des services rendus aux sévriens (+12,56% et 507 305 €). Dans le même temps, les produits de gestion courante (redevances et loyers) enregistrent une évolution très favorable (+10,38% avec 34 656 €). Quant aux droits de mutation, ils comptabilisent une baisse de 3,67% passant ainsi de 1 979 329 € en 2016 à 1 906 746 € en 2015.

Le taux d'exécution des recettes réelles de fonctionnement s'établit ainsi à 99,88% contre 102,49% en 2015, 102,41% en 2014 et 101,44% en 2013.

Pour expliquer cette évolution contrastée des recettes réelles de fonctionnement, certains des principaux postes doivent être détaillés.



① Les produits des services et du domaine enregistrent un taux d'exécution de 104,09% contre 98,22% en 2015 et 100,47% en 2014 et une augmentation en valeur de 507 305 € (+12,56%). Ce chapitre comptabilise les recettes issues de la participation des familles aux établissements de la petite enfance (1 175 877 € contre 1 216 998 € en 2015), les redevances relatives aux services scolaires et périscolaires comme les cantines, les rétributions des centres de loisirs (2 008 137 € contre 1 804 392 € en 2015), les refacturations de personnel mis à la disposition de GPSO (agents de surveillance de la voie publique et ramassage scolaire : 322 880 €). Il inclut aussi les droits d'entrée à la piscine et distributeurs (199 914 € contre 182 851 € en 2015), les droits de voirie et les redevances d'occupation du domaine public (165 959 € contre 174 733 € en 2015), les séjours culturels des séniors (117 867 € contre 119 017 € en 2015) et les recettes provenant de la refacturation des locaux communaux mis à disposition de la communauté.



② Les recettes issues du produit de la taxe additionnelle aux droits de mutation sont en légère diminution (-3,67%) par rapport au produit encaissé en 2015 qui représentait une bonne année au niveau des réalisations (1 906 746 € contre 1 979 329 €). Si l'on compare l'évolution avec 2010, année exceptionnelle en termes de croissance des droits, le niveau atteint en 2016 est inférieur de 2,11% (1 906 746 € contre 1 947 781 €). Pour rappel, le taux de la taxe communale est de 1,2%.

③ Hors fiscalité en provenance de GPSO et de la MGP, les recettes issues de la fiscalité directe locale (taxe d'habitation et taxes foncières) ont représenté en 2016 42,45% des recettes réelles de fonctionnement contre 44,36% en 2015 pour s'établir à 16 128 247 € contre 15 208 958 € en 2015 (15 022 953 € en 2014) du fait d'une revalorisation des bases et de l'encaissement de rôles complémentaires et supplémentaires.

④ A l'inverse, les dotations et participations de l'État sont en forte baisse avec (-10,11%) par rapport à 2015, dont -727 957 € pour la seule Dotation Globale de Fonctionnement, d'un montant de 2 992 553 € contre 3 720 510 € au CA 2015 et 4 412 792 € au CA 2014. Le montant total des dotations et participations de l'État est de 6 237 307 € contre 6 938 983 € au CA 2015.

⑤ Les versements de fiscalité de la Métropole du Grand Paris sont en globalement stables et s'établissent à 6 237 307 € (ex-attribution de compensation versée par GPSO plus la part « salaires » de la Dotation Globale de Fonctionnement).



LES RATIOS LEGAUX DE LA VILLE DE SEVRES

Dans un souci de transparence financière, la Loi du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (dite « loi A.T.R. ») a instauré l'obligation de faire figurer, en annexe des documents budgétaires réglementaires quelques données synthétiques sur la situation financière de la collectivité.

Les Villes et Groupements de plus de 10 000 habitants doivent ainsi présenter les 11 ratios réglementaires (décret n° 2005-1661 du 27 décembre 2005) figurant ci-dessous.

Le nombre d'habitants retenu pour le calcul des ratios du compte administratif 2016 est celui issu de la fiche D.G.F. de 2016 soit 23 845 habitants.

RATIOS LEGAUX DE LA VILLE DE SEVRES

	RUBRIQUES	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016
1/	Dépenses réelles de fonctionnement / Population	1 191,03 €	1 151,82 €	1 133,24 €	1 165,86 €	1 201,66 €	1 218,61 €	1 217,93 €	1 205,20 €	1 498,71 €
2/	Produit des impositions directes / Population	515,17 €	538,11 €	575,17 €	594,47 €	624,67 €	631,60 €	633,72 €	632,94 €	845,65 €
3/	Recettes réelles de fonctionnement / Population	1 316,08 €	1 346,33 €	1 313,63 €	1 424,89 €	1 396,61 €	1 552,45 €	1 410,77 €	1 426,74 €	1 706,10 €
4/	Dépenses d'équipement brut / Population	393,08 €	449,43 €	379,54 €	164,49 €	143,37 €	134,24 €	176,67 €	180,77 €	137,59 €
5/	Encours de dette / Population	554,44 €	770,21 €	896,84 €	943,81 €	882,87 €	796,17 €	711,03 €	627,01 €	558,32 €
6/	Dotations Globales de Fonctionnement / Population	226,02 €	219,03 €	217,97 €	215,82 €	208,30 €	201,85 €	186,15 €	154,83 €	125,50 €
7/	Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement	55,76%	56,98%	55,57%	55,59%	55,31%	55,25%	55,05%	46,39%	44,58%
8/	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal	83,46%	83,33%	83,50%	85,94%	76,76%	80,31%	80,68%	82,78%	82,02%
9/	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement	87,03%	89,42%	88,01%	87,34%	85,71%	83,73%	85,72%	89,69%	92,15%
10/	Dépenses d'équipement brut / Recettes réelles de fonctionnement	29,87%	34,97%	28,89%	11,54%	9,86%	8,65%	11,71%	12,67%	8,06%
11/	Encours de dette / Recettes réelles de fonctionnement	39,00%	51,30%	66,23%	63,32%	59,19%	51,28%	47,13%	43,95%	32,72%

Les dépenses réelles de fonctionnement restent en moyenne stables sur la période 2008 - 2015 avec +0,17%. L'augmentation constatée en 2016 est liée à la création de la Métropole du Grand Paris qui « brouille » la lisibilité des masses budgétaires (intégration du Fonds de Compensation des Charges Transférées).

Par ailleurs, il faut noter que le ratio n°5 « Encours de dette / Population » après avoir augmenté de façon significative du fait de la mobilisation d'une enveloppe d'emprunt de trois millions d'euros en 2011, il enregistre une forte baisse depuis 2012 avec respectivement 882,87 €, 796,17 €, 711,03 €, 627,01 € et 558,32 € par habitant, du fait du remboursement de l'annuité de la dette en capital et surtout de l'absence de recours à l'emprunt.



② ANALYSE DU COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL

2.1. - Structure de la dette communale



ENCOURS DE LA DETTE AU 31/12/2016 : 13 313 150 €

Au 31 décembre 2016, l'encours de la dette de la Ville se chiffre à 13 313 150 €, soit 558 € par habitant, contre 627 € par habitant en 2015, soit une baisse de 11%. Ce ratio est nettement inférieur à la moyenne de celui des communes des Hauts-de-Seine (1 100 €) ainsi qu'à celui des communes de la strate des 20 000 à 35 000 habitants pour l'exercice 2016.

Au cours de l'exercice 2016, le remboursement en capital de la dette s'est élevé à 1 753 197,77 €, soit 13,17% de l'encours restant dû au 31 décembre de l'exercice 2016.

Les intérêts payés au cours de l'exercice représentent 369 108,80 € soit 1,03% des dépenses réelles de fonctionnement.

Au 31 décembre 2016, la répartition de la dette de la Ville de Sèvres auprès des prêteurs était la suivante :

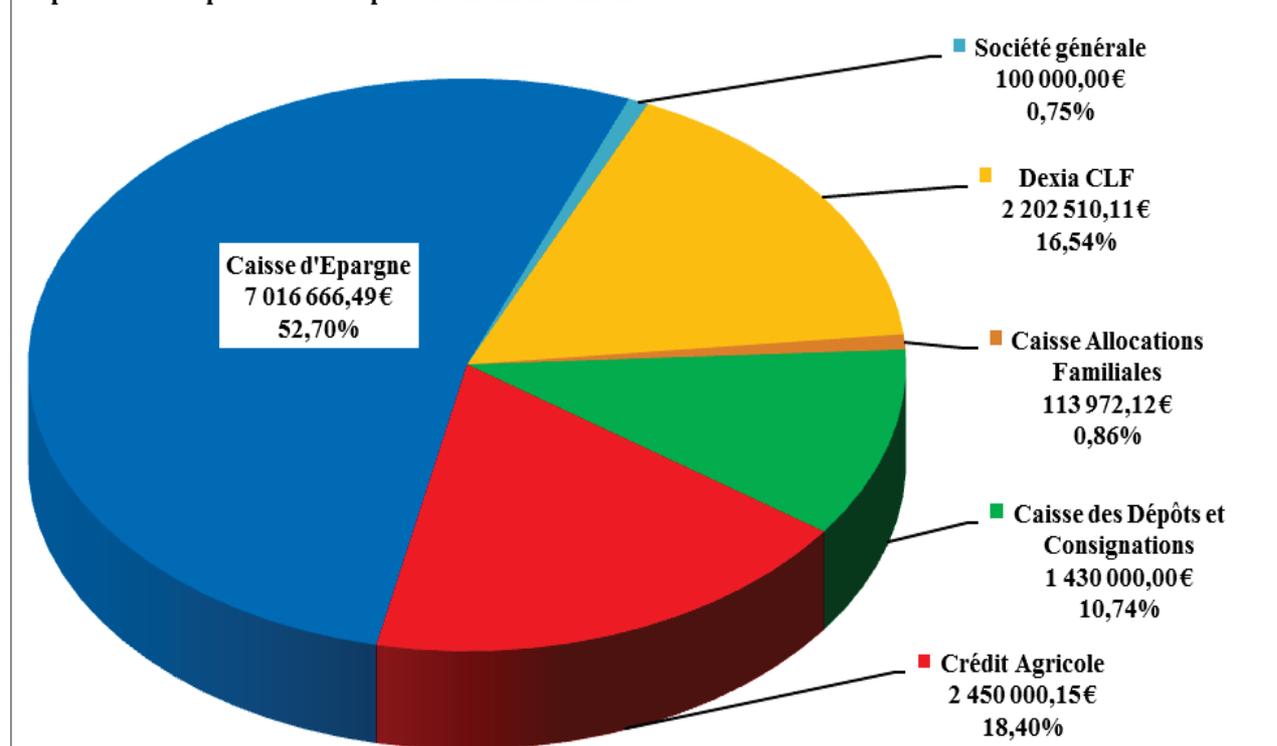
- ⇒ 57,64% de la dette est en taux fixe, soit 7 673 579 €.
- ⇒ 42,36% de la dette est en taux variable, soit 5 639 570 €.

La répartition des emprunts selon les taux est indicative et peut successivement varier du fait de la nature même des contrats (phase taux fixe, phase taux variable).

Structure de la dette au 31 décembre 2016



Répartition du capital restant dû par établissement bancaire

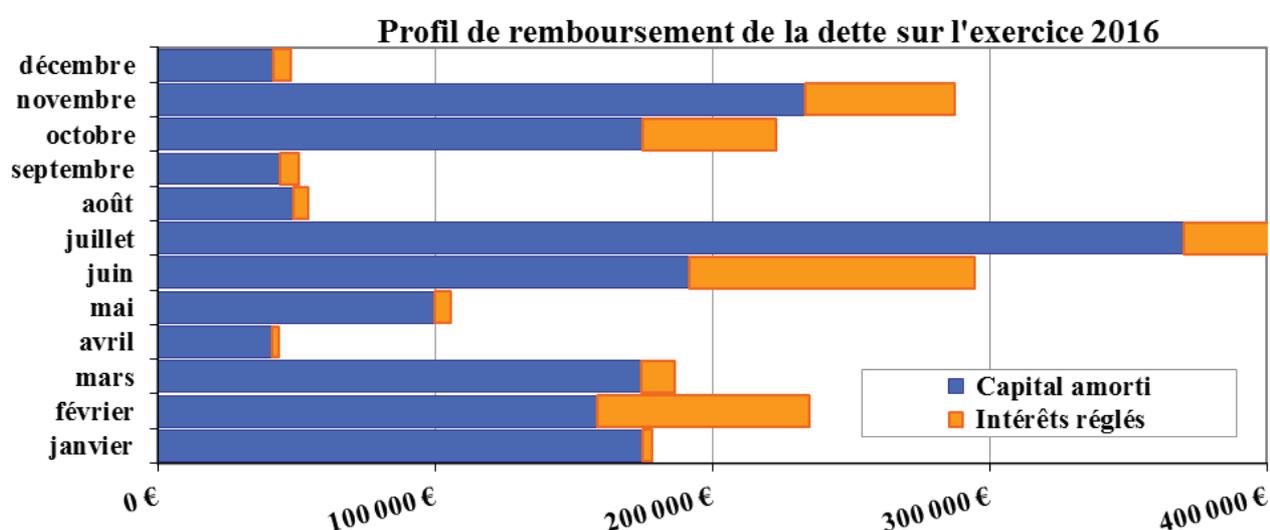


COUT ET EVOLUTION DE LA DETTE

Le taux d'intérêt moyen de la dette de la Ville de Sèvres a diminué de 4,96% entre 2016 et 2015 (2,49% en 2016 contre 2,62% en 2015). A titre de comparaison, le taux d'intérêt moyen de la strate des communes de 20 000 à 50 000 habitants était de 2,80% en 2016.

Ces taux moyens restent informatifs car ils doivent s'apprécier au côté d'une analyse tant sur le risque des taux sur le marché que sur la durée de la dette.

Le profil de remboursement de l'encours durant l'exercice 2016 figure dans le graphique ci-dessous. En moyenne, la Ville rembourse :



A titre de comparaison, le taux moyen des emprunts dont les échéances courent sur douze ans vaut sur les marchés financiers environ 1%.

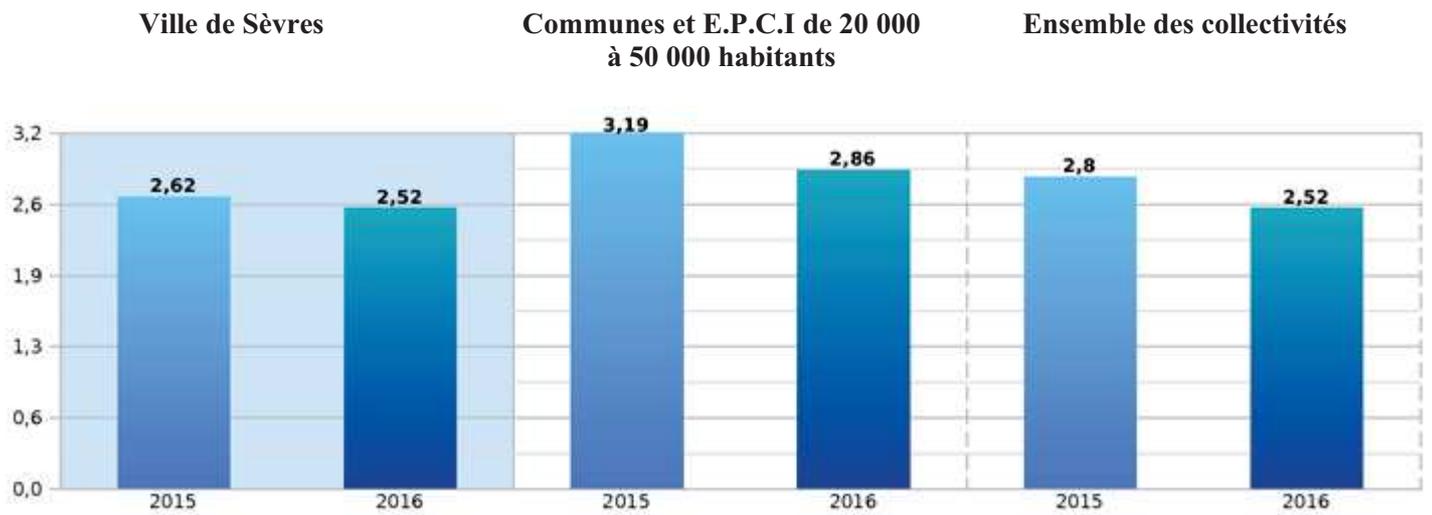
Éléments de synthèse	Au : 31/12/2014	Au : 31/12/2015	Au : 31/12/2016
La dette globale est de :	16 855 746 €	15 066 346 €	15 066 347 €
Le taux moyen s'élève à :	2,64%	2,62%	2,62%
La durée résiduelle moyenne est de :	10 ans et 4 mois	9 ans et 7 mois	9 ans et 7 mois
La durée de vie moyenne est de :	5 ans et 7 mois	5 ans et 2 mois	5 ans et 2 mois

(*) La durée de vie résiduelle (exprimée en année) est la durée restant avant l'extinction totale de la dette ou d'un emprunt.

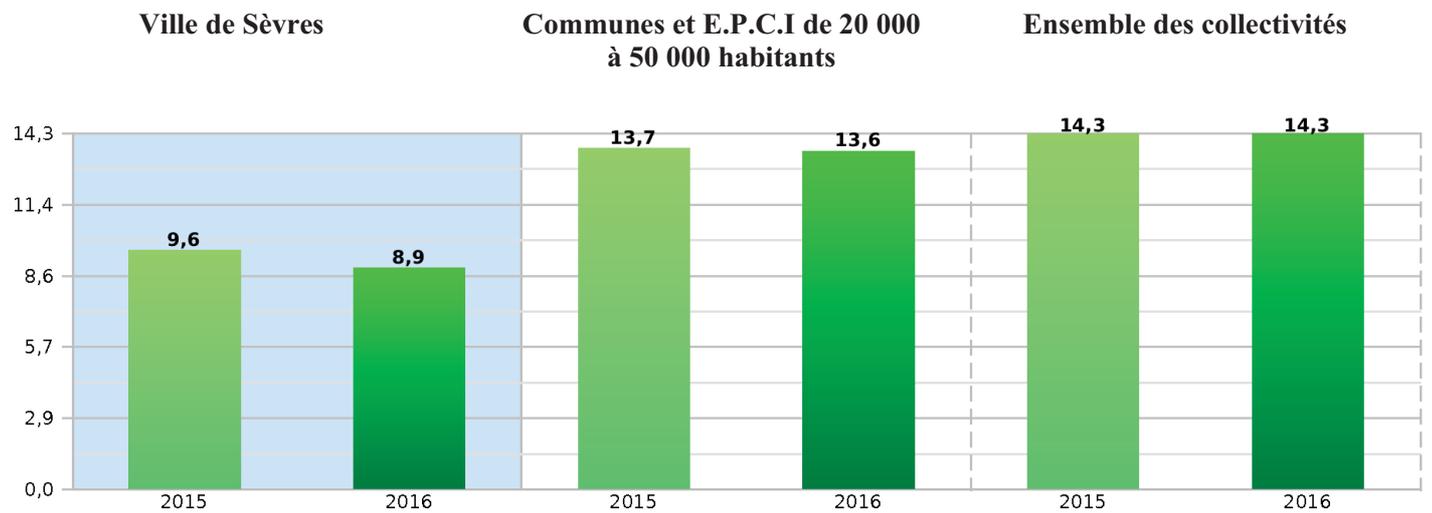
(**) La durée de vie moyenne correspond à la vitesse de remboursement du prêt (exprimée en année). Elle correspond à la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital restant dû d'une dette, compte tenu de son amortissement.



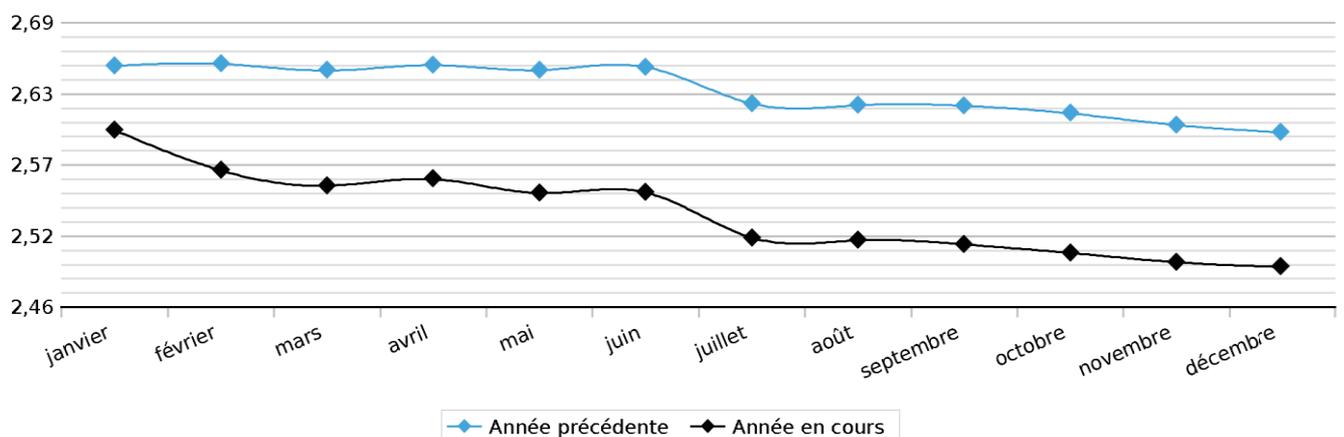
Taux moyens



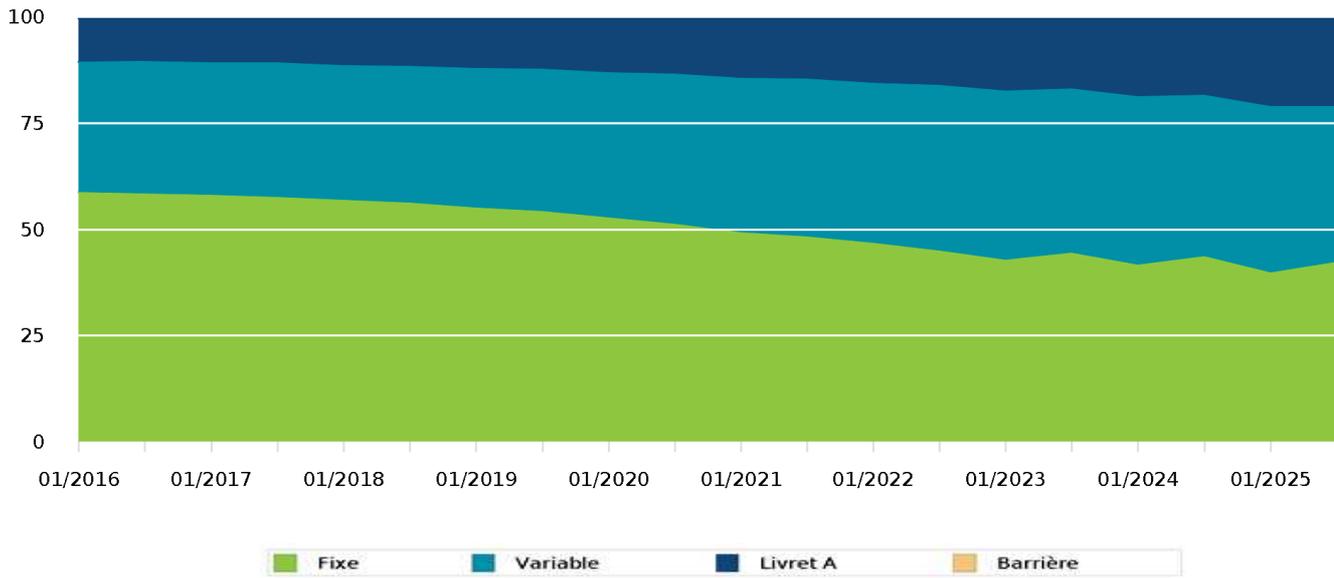
Durée résiduelle (en années)



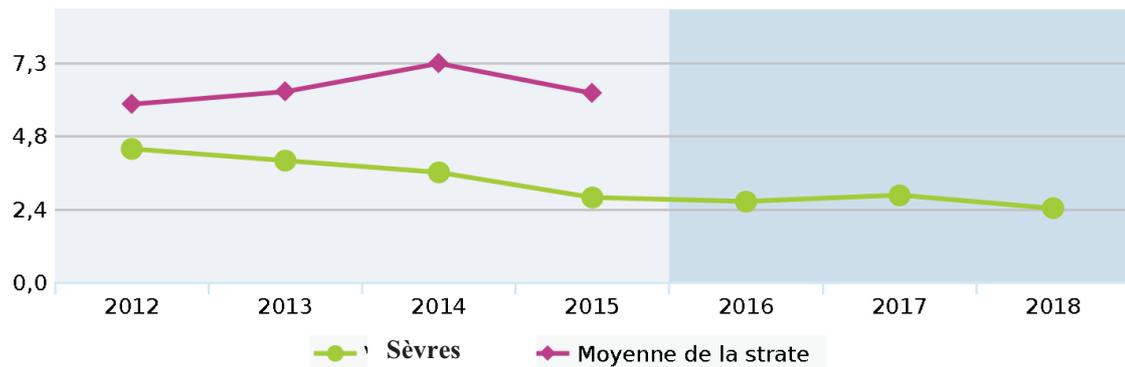
Evolution annuelle du taux moyen (en %)



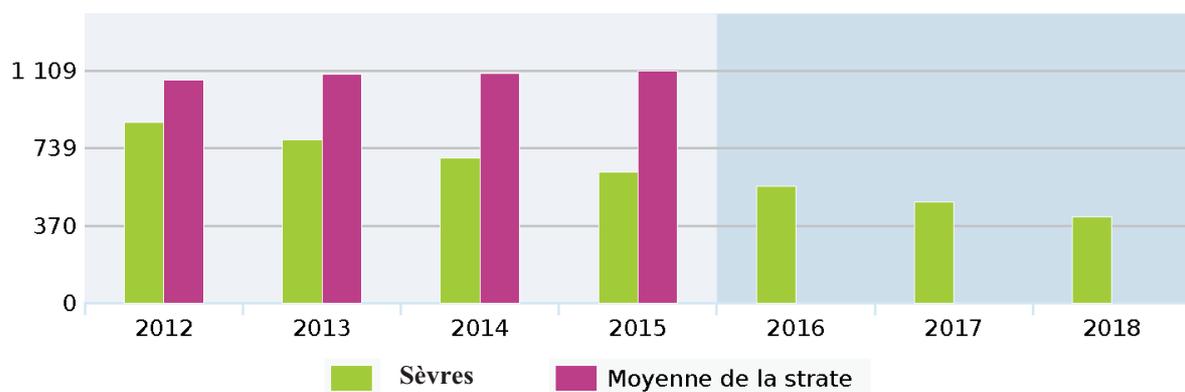
Evolution du risque de taux hors swap



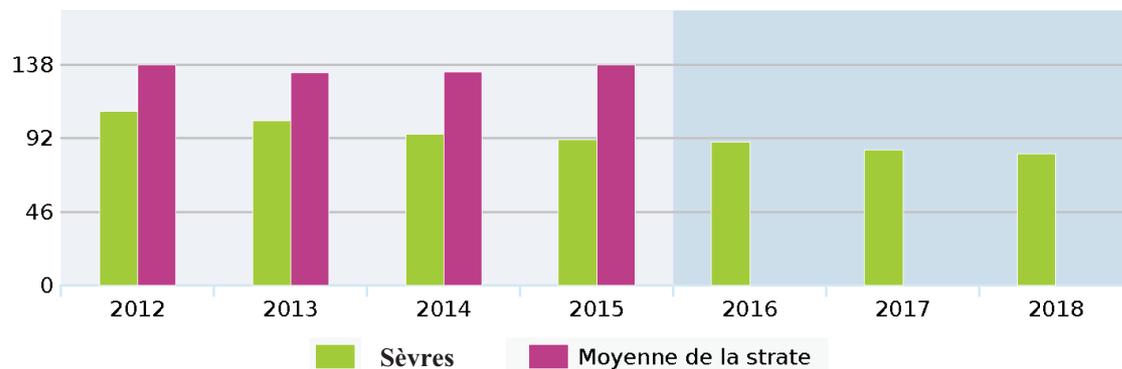
Ratios de désendettement (en années)



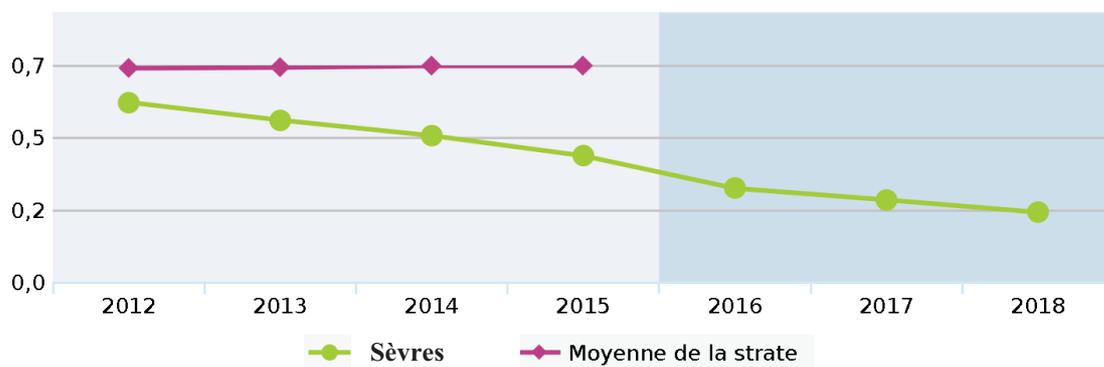
Encours de dette en euros par habitant



Annuité en euros par habitant



Encours de dette rapporté aux recettes de fonctionnement en %



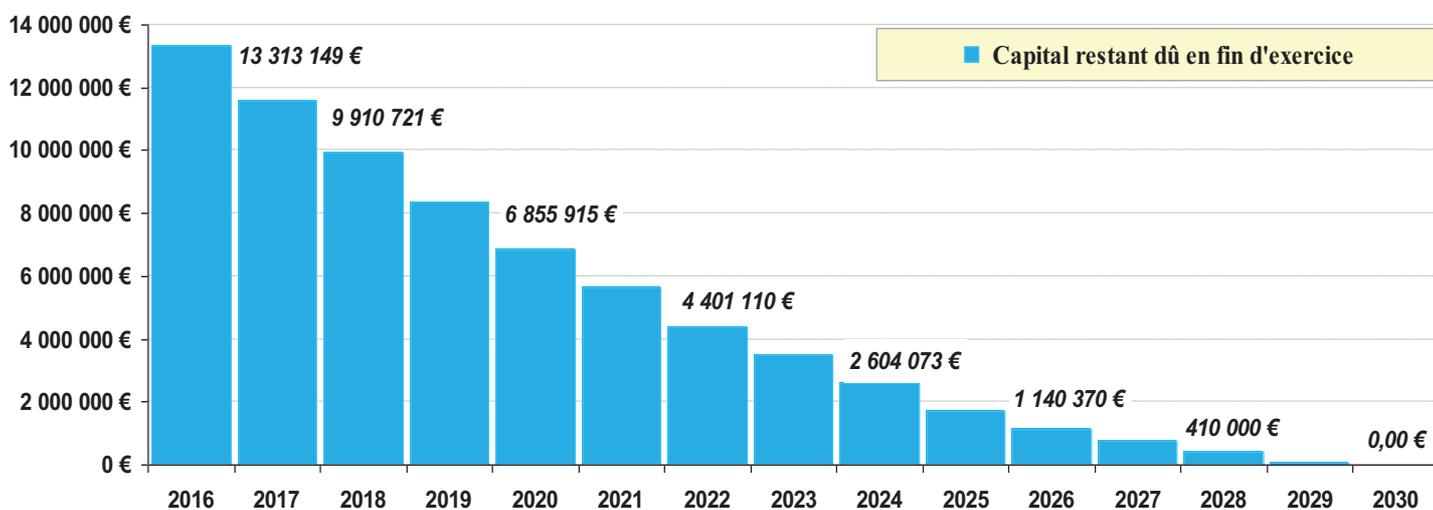
Durant l'exercice 2016, aucun emprunt nouveau n'est venu alourdir l'encours de dette.

La Ville a donc procédé au remboursement de son annuité de dette en capital de 2016 pour un montant de 1 753 197,77 €.

Le profil d'extinction de la dette principale est présenté ci-dessous.

Il correspond à une photographie de la dette au 31/12/2016, les intérêts sur taux indexés étant calculés en cristallisant les taux de la dernière échéance connue.

Profil d'extinction simulé de la dette 2016



② ANALYSE DU COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL

2.2. - Fiscalité



FISCALITE 2016

Les impôts locaux perçus par la Ville de Sèvres correspondent uniquement aux taxes dites « ménages » (taxe d'habitation et taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties).

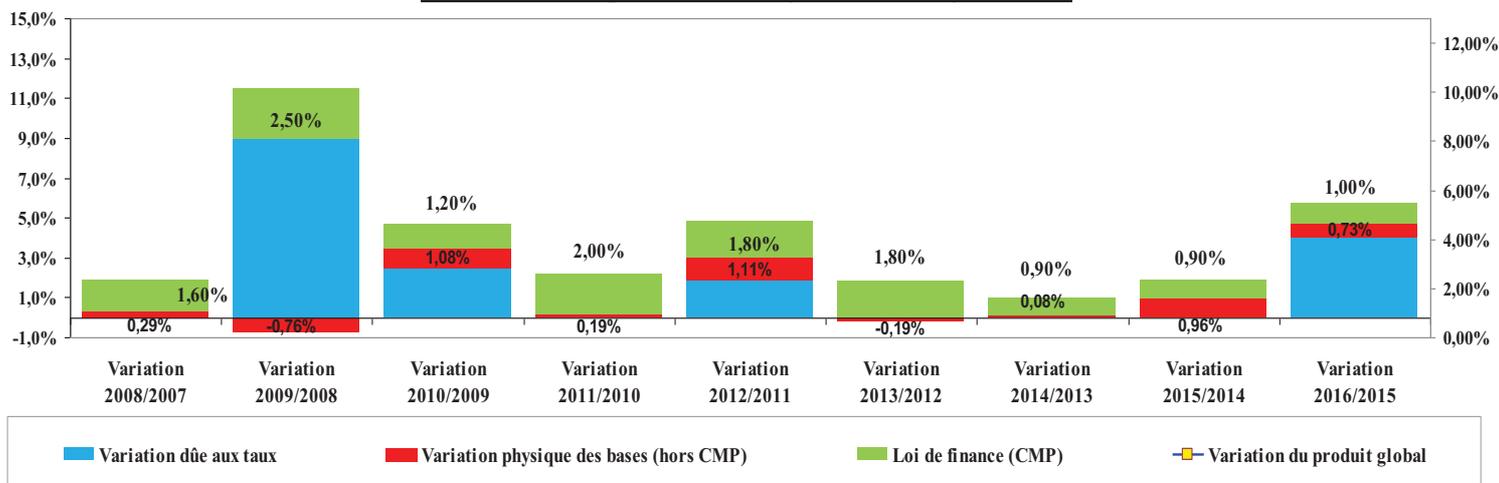
Le produit fiscal perçu en 2016 (20 247 209 €) comprend 20 164 435 € de contributions directes au titre de 2016 et 82 774 € de rôles complémentaires et supplémentaires au titre des exercices 2016 et 2015. Ces rôles ont concerné pour environ deux tiers la taxe d'habitation, et pour environ un tiers la taxe foncière sur les propriétés bâties.

La fiscalité directe perçue entre 2008 et 2016 se répartit ainsi :

Evolution de la fiscalité des taxes ménages entre 2008 et 2016									
<i>(en millions €)</i>									
Bases nettes notifiées	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Taxe d'habitation	44,78	45,97	47,43	48,03	49,80	50,91	51,12	52,25	52,21
Taxe sur le foncier bâti	45,00	45,45	46,07	47,52	48,54	49,00	49,78	50,53	51,31
Taxe sur le foncier non-bâti	0,12	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,05	0,06	0,05
Taux votés(*)									
Taxe d'habitation	11,78%	12,84%	13,15%	13,15%	13,40%	13,40%	13,40%	13,40%	21,48%
Taxe sur le foncier bâti	13,99%	15,25%	15,62%	15,62%	15,92%	15,92%	15,92%	15,92%	17,23%
Taxe sur le foncier non-bâti	88,25%	96,19%	98,50%	98,50%	98,50%	98,50%	98,50%	98,50%	22,80%
Produits reçus									
Taxe d'habitation	5,28	5,90	6,24	6,32	6,67	6,82	6,85	7,00	11,21
Taxe sur le foncier bâti	6,30	6,93	7,20	7,42	7,73	7,80	7,93	8,04	8,84
Taxe sur le foncier non-bâti	0,11	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,05	0,06	0,01

(*) Intégration en 2016 des taux de l'EPT GPSO

Croissance du produit fiscal global (rôles généraux)



② ANALYSE DU COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL

2.3. - Les relations financières entre la Ville et ses partenaires



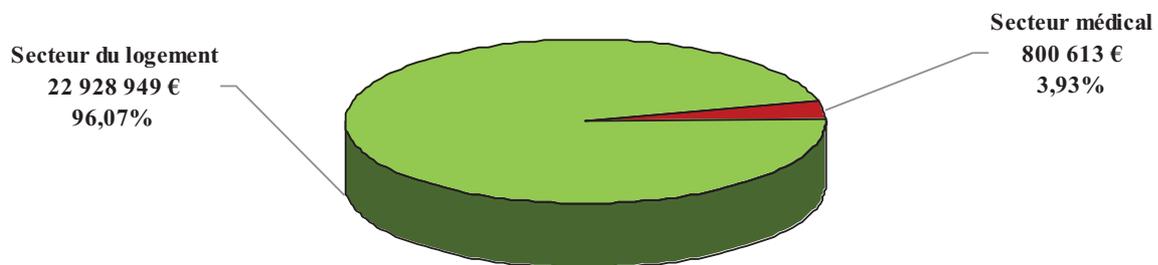
GARANTIES D'EMPRUNTS

L'encours de dette garantie par la Ville de Sèvres s'élève au 31 décembre 2016 à 23 729 563 €, soit 995 € par habitant.

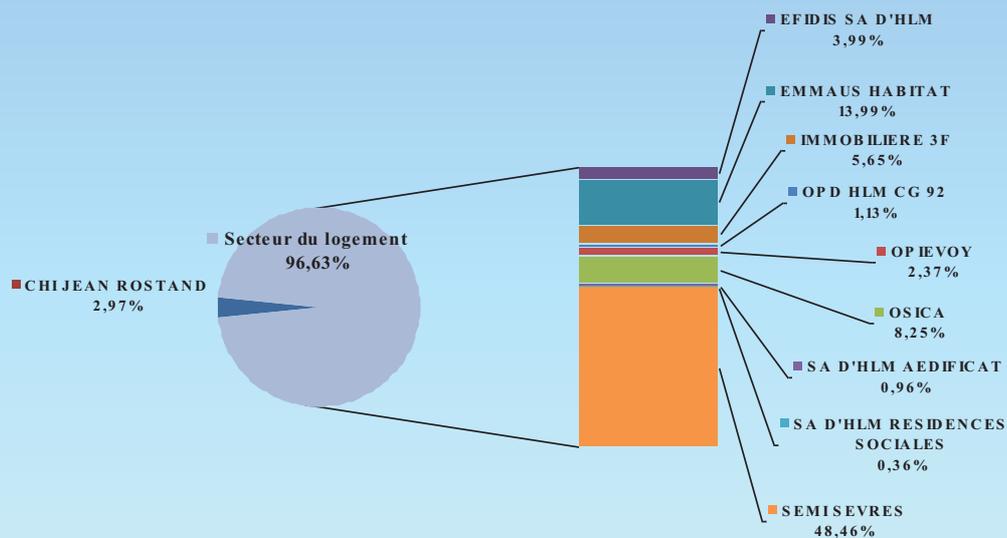
Au 31 décembre 2016, 11 organismes bénéficiaient d'une garantie de la Ville sur leurs emprunts : il s'agit pour la majorité d'organismes du secteur de l'habitat social.

Le secteur du logement représente 96,07% du total des garanties d'emprunts, celui du secteur médico-social 3,93%.

Répartition de l'encours de dette garantie au 31/12/2016 par secteur



Répartition de l'encours garanti au 31/12/2016 par organisme bénéficiaire



② ANALYSE DU COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL

2.4. - Quelques éléments du Compte de Gestion du Trésorier



COMPTE DE RESULTAT 2016

Le compte de résultat du budget principal, figurant ci-dessous, est extrait du compte de gestion du Trésorier Principal. Il présente l'excédent de fonctionnement réalisé sur l'exercice 2016.

Présenté selon la norme définie par le Plan Comptable Général (dont est issue la nomenclature M14), le compte de résultat dégage 3 soldes successifs :

- le résultat courant non financier ;
- le résultat courant financier ;
- le résultat exceptionnel.

Au total, les charges se chiffrent à 35 527 996,86 €, soit un résultat pour l'exercice 2016 de 3 724 525,80 € (hors résultats antérieurs reportés).

Ce même résultat est présenté dans la partie «Vue d'ensemble exécution du budget » - Etat II A1 figurant au Compte administratif 2016.

CHARGES	2016	PRODUITS	2016
Charges courantes non financières	35 062 429,41	Produits courants non financiers	39 154 057,42
. Traitements, salaires et charges sociales	15 130 635,92	. Impôts et taxes perçus	28 036 388,00
. Participations et interventions	9 821 020,47	. Produits des services, du domaine et ventes	4 546 544,19
. Achats et charges externes	8 081 899,14	. Dotations et subventions reçues	6 237 307,67
. Impôts et taxes	565 329,73	. Autres produits	333 817,56
. Dotations aux amortissements et provisions	1 131 650,02		
. Autres charges	331 894,13		
Résultat courant non financier : 4 091 628,01 €			
Charges courantes financières	369 108,80	Produits courants financiers	0,00
. Intérêts et charges assimilées	369 108,80	. Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilier	0,00
. Perte de change	0,00	. Autres intérêts et produits assimilés	0,00
. Dotations aux amortissements et aux provisions	0,00		
Résultat courant financier : - 369 108,80 €			
Charges exceptionnelles	96 458,65	Produits exceptionnels	98 465,24
. Sur opérations de gestion	60 425,87	. Sur opérations de gestion	75 243,52
. Sur opération en capital	36 032,78	. Sur opération en capital	23 221,72
. Dotations aux amortissements et aux provisions	0,00	. Dotations aux amortissements et aux provisions	0,00
Résultat exceptionnel : 2 006,59 €			
TOTAL DES CHARGES	35 527 996,86	TOTAL DES PRODUITS	39 252 522,66
RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 : 3 724 525,80 €			

Le résultat des opérations de l'exercice 2016 (3 724 525,80 €) est obtenu après correction de la reprise des résultats de 2015 (54 267,10 €). Le résultat global est ainsi conforme à celui qui figure dans le tableau II A1 «Présentation Générale du Budget / Vue d'ensemble en page 2 du Compte Administratif 2016 (48 412 340,00 - 45 872 657,15 = 2 539 682,85 €).



BILAN 2016

Le bilan 2016 présenté ci-dessous est extrait du compte de gestion du Trésorier Principal.

* Quelques explications relatives à l'Actif

Immobilisations corporelles :

Le montant des immobilisations porté au bilan ne représente que la valeur comptable du patrimoine de la Ville, c'est à dire la valeur nette hors les amortissements.

Notamment, il ne prend pas en compte la valeur patrimoniale des monuments historiques, difficilement quantifiable.

Créances :

Dans les créances, figurent les disponibilités de la Ville sur son compte au Trésor. Au 31 décembre 2016, elles s'élevaient à 3,571 M€ afin d'assurer les paiements en début d'exercice.

* Quelques explications relatives au Passif

Fonds propres :

Ils se composent essentiellement de dotations, de fonds globalisés, de réserves, du report à nouveau de l'exercice et du résultat de l'exercice (excédent ou bénéfice).

Dettes financières à long terme :

Le total inscrit correspond au total des comptes 16 « Emprunts et dettes assimilées ». C'est pourquoi, ce chiffre est légèrement inférieur à l'encours de dette au 31 décembre 2016 figurant dans l'annexe IV A2.1 du Compte administratif 2016.

ACTIF NET (1)	2016
Actif net immobilisé	171 613,19
Immobilisations incorporelles	3 183,06
Immobilisations corporelles	168 288,51
* en toute propriété	143 533,73
* reçues par une mise à disposition	24 754,78
Immobilisations financières	141,62
Actif circulant	6 648,27
Stocks et en cours	0,00
Créances	3 077,50
Disponibilités	3 570,77
Comptes de régularisations	0,00
TOTAL ACTIF	178 261,46

PASSIF	2016
Fonds propres	162 438,21
Dotations	27 687,62
Fonds globalisés	39 039,15
Réserves	76 270,62
Différences / réalisations d'immobilisations	399,99
Report à nouveau	54,27
Résultat de l'exercice	3 724,53
Subventions transférables	562,11
Subventions non transférables	14 699,92
Dettes	15 819,82
Provisions pour risques et charges	2,26
Dettes financières à long terme	15 819,82
Dettes fournisseurs (2)	1 809,42
Autres dettes à court terme	923,11
Comptes de régularisations	1,17
TOTAL PASSIF	178 261,46

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

